COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN








Conférence des bailleurs sur la sécurité alimentaire dans l'Indianocéanie

19, 20 février 2015 - Antananarivo, Madagascar

cirad
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Financé par
Union européenne

Sommaire

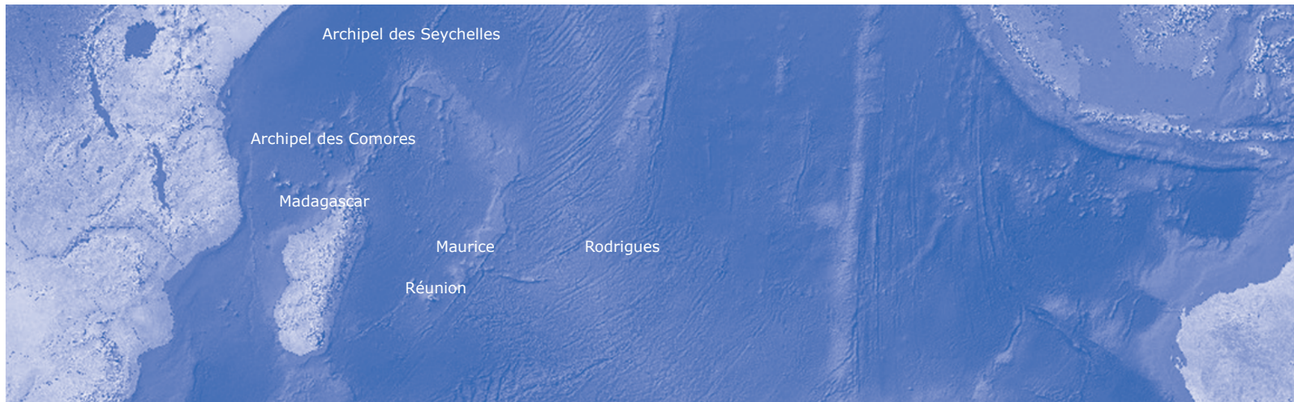
Avant-propos
Message de Son Excellence Madame Béatrice Atallah **4**

Message de Son Excellence Monsieur Jean Claude de l'Estrac **6**

Madagascar, grenier de l'ocean Indien
Note conceptuelle sur le projet régional de sécurité alimentaire **8**

Présentation synthétique des 10 projets identifiés **18**

1. Appui au développement de Menabe et du Melaky (AD2M) **20**
2. Appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles (AROPA) **22**
3. Projet d'appui à l'intensification agricole, à la transformation et à l'exportation de produits vivriers, de fruits et épices du littoral est **24**
4. Projet de réhabilitation des infrastructures agricoles dans la région sud-ouest (PRIASO) **26**
5. Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER) **28**
6. Projet intégré de sécurisation alimentaire et nutritionnelle dans la région Atsinanana (PISANA) **30**
7. Projet intégré de sécurisation alimentaire et nutritionnelle du sud ouest (PISANSO) **32**
8. Projet d'appui aux filières aquacoles de rizipisciculture paysanne, de production semi-industrielle de poisson de consommation, de produits halieutiques marins d'export et aux filières d'aliments associées **34**
9. Projet de dispositif régional de formation en ligne au service du développement agricole et de la sécurité alimentaire pour la COI (PROJET AGREENIUM- CIRAD) **38**
10. Projet de plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement de l'agriculture dans l'océan Indien en appui au projet sécurité alimentaire de la COI PROSAROI **45**



Avant-propos



Message de

Son Excellence
Madame Béatrice Atallah

Ministre des Affaires étrangères de la République de Madagascar, Présidente du Conseil de la Commission de l'océan Indien

« Faire de Madagascar *le Grenier de l'océan Indien* dans le cadre de la COI est un objectif réaliste. La Grande Ile est pleinement consciente du rôle qu'elle peut jouer dans la sécurisation alimentaire de notre région. »

En accédant à la présidence de la COI, Madagascar s'est fixé pour objectif de ne ménager aucun effort pour contribuer au bien-être et au développement de la population de l'Indianocéanie. Or, les cas de famines enregistrés actuellement dans le sud de la Grande Ile, les plus sévères depuis cinq années, reflètent dramatiquement l'état d'une situation qui ne devrait exister dans aucun pays de la COI.

Compte tenu de la vulnérabilité de nos îles, notre détermination à créer dès aujourd'hui les bases de notre autonomisation alimentaire constitue la garantie d'un développement réellement durable.

Personne n'ignore que l'agriculture et le développement rural vont de pair. Leur développement est un facteur clé pour répondre à l'un de nos objectifs prioritaires, la réduction rapide et significative du nombre de personnes souffrant de malnutrition et vivant sous le seuil de pauvreté. Je rappellerai un seul chiffre : selon la Banque mondiale, l'agriculture est la principale source de revenus et d'emplois pour 70 % de la population mondiale pauvre vivant en zone rurale. Les femmes jouent un rôle prépondérant dans cette chaîne de valeurs et sont ainsi les premières à s'impliquer en apportant leur force de travail dans la production, la transformation et le commerce de biens agricoles. Ce chiffre reflète également la réalité malgache. De ce fait, le développement de l'agriculture pour notre pays et notre région améliorera substantiellement les conditions de vie d'une majorité de la population, contribuera à la croissance globale et à l'accroissement de la sécurité alimentaire.

Faire de Madagascar « le Grenier de l'océan Indien » dans le cadre de la COI est un objectif réaliste. La Grande Ile est pleinement consciente du rôle qu'elle peut jouer dans la sécurisation alimentaire de notre région. La promotion de la production agricole, de l'élevage et de la pêche malgaches profitera à tous les Etats membres de notre organisation régionale et même au-delà.

Cette Conférence des bailleurs d'Antananarivo doit servir de plateforme de mobilisation de nos partenaires. Je lance donc un appel solennel à tous nos partenaires techniques et financiers, publics et privés, pour solliciter leur appui et les inviter à manifester leur engagement envers Madagascar et l'Indianocéanie. Il s'agit autant de solidarité que de pragmatisme.

Je me tourne également vers nos frères, les pays voisins membres de la COI, pour qu'ils apportent leur soutien à notre vision commune d'intégration régionale. C'est main dans la main que nous pourrons atteindre les objectifs concrets que nous nous sommes fixés.

Avant-propos



Message de

Son Excellence
Monsieur Jean Claude de l'Estrac

Secretaire général de la Commission de l'océan Indien

« Cet évènement ne doit pas être un énième appel à la générosité internationale. C'est dans cet esprit que j'ai conçu cette Conférence des bailleurs et que j'en ai présenté la philosophie aux chefs d'Etat et de gouvernement de la COI réunis à Moroni le 23 août »

La Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire dans l'océan Indien, organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) à Antananarivo les 19 et 20 février 2015, marque un nouveau tournant dans notre vie régionale.

Cette Conférence s'inscrit dans la continuité des travaux menés en mars 2013 à Mahajanga. La COI avait alors mis en évidence la capacité de la Grande Ile à répondre par elle-même, et dans une large mesure, aux défis agricoles et alimentaires de toute l'Indianocéanie.

Aujourd'hui, avec la stabilité institutionnelle retrouvée, Madagascar peut abandonner le statut de virtualité pour accéder au rang d'opportunité pour toute notre région. Mais cette évolution nécessite encore un appui, un starter financier et technique qui apporte la démonstration concrète de l'engagement de la communauté internationale.

Cet évènement ne doit pas être un énième appel à la générosité internationale. C'est dans cet esprit que j'ai conçu cette Conférence des bailleurs et que j'en ai présenté la philosophie aux chefs d'Etat et de gouvernement de la COI réunis à Moroni le 23 août dernier.

Notre organisation régionale, en étroite concertation avec le gouvernement malgache, a ainsi décidé de présenter aux bailleurs des projets concrets, territorialisés, pensés pour répondre à une double logique: restaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Grande Ile en contribuant activement à celle de toute l'Indianocéanie.

C'est à ce défi d'efficacité et de solidarité régionale que correspond notre rendez-vous d'Antananarivo. Je tiens donc à remercier ici toutes celles et ceux qui ont cru à l'importance de cette démarche, à commencer par notre partenaire technique de référence, le CIRAD, qui a apporté tout au long des mois passés son expertise afin de rendre possible ces journées.

Je remercie aussi le gouvernement malgache qui a mis en place avec détermination un partenariat gagnant-gagnant avec notre organisation régionale.

J'adresse, enfin, un salut particulier à tous les bailleurs, partenaires techniques et financiers, représentants du secteur privé qui croient à l'importance de la sécurité alimentaire et entendent apporter leur pierre à la réalisation d'une Indianocéanie toujours plus sûre, plus productive et plus solidaire.



© SmartFish

Un projet pour la sécurité alimentaire dans la COI

1. Contexte

La sécurité alimentaire est au cœur du mandat de la COI et de ses Etats membres et constitue une priorité de sa stratégie à court, moyen et long termes. La fragilité croissante de l’Indianocéanie vis-à-vis des importations ainsi que les hausses des cours mondiaux des produits alimentaires, en raison des déficits structurels causés notamment par les conditions climatiques défavorables, sont telles qu’il est primordial de donner une nouvelle dimension à la production alimentaire régionale afin de permettre à l’Indianocéanie d’accroître son seuil d’autosuffisance alimentaire vis-à-vis des importations tout en encourageant les exportations intra COI.

La région COI - Comores, Madagascar, Maurice, France (Réunion) et Seychelles-, avec une population d’environ 25 millions d’habitants, consomme l’équivalent de 11.5 millions de tonnes de produits alimentaires (excluant les aliments pour animaux), dont 1.5 millions de tonnes (13% des besoins totaux) proviennent des importations pour une valeur totale de € 1.5 milliard. La production régionale des produits alimentaires s’élève donc à approximativement 10 millions de tonnes, provenant d’une surface totale récoltée de 2.3 millions d’hectares.

Tenant compte des spécificités propres à chacune des îles de la COI, il est clair que seule Madagascar a la capacité d’accroître la production alimentaire afin, d’une part, de réduire significativement sa dépendance aux importations et subvenir ainsi aux besoins de sa population et, d’autre part, d’exporter certaines denrées ciblées (riz, grains secs, maïs, oignon) vers les autres Etats membres.

Lors de la conférence des bailleurs, tenue par la COI à Mahajanga, Madagascar, en mars 2013, la COI avait clairement mis en évidence que la Grande Ile possède le potentiel requis pour relever, en grande partie, les défis agricoles et alimentaires de l’Indianocéanie.

Ainsi, le quatrième Sommet des chefs d’Etat et de gouvernement de la COI, tenu le 23 août 2014, a approuvé que “ *la reprise économique de Madagascar prenne notamment appui sur le projet de sécurité alimentaire dans l’Indianocéanie, défendu et piloté par la COI, qui rendra effectif le rôle de la Grande Ile en tant que grenier de l’océan Indien”.*

Les élections présidentielles et législatives de 2013 ont marqué l’achèvement du processus de sortie de crise à Madagascar devant conduire le pays au retour à l’ordre constitutionnel et ainsi renforcer la relance des activités économiques et la coopération avec les partenaires techniques et financiers internationaux.

2. Madagascar, grenier de l’océan Indien

En dépit de l’importance qu’elle revêt pour l’économie malgache, la production agricole est demeurée, jusqu’ici, largement sous-développée. En outre, la stagnation de la production et les fluctuations importantes marquées d’une année à l’autre demeurent des problèmes majeurs et chroniques qui constituent les principales causes de l’aggravation de la pauvreté et de l’insécurité alimentaire, alors que les prix des denrées de base restent à un niveau élevé.

Au cours des quinze dernières années, la production agricole, y compris la production vivrière, a été en-deçà de l’accroissement démographique. Madagascar a un potentiel considérable inexploité tenant compte de ses multiples atouts comme la terre, l’eau et les différents agro climats propices à de nombreuses cultures, à ses ressources humaines et l’utilisation, jusqu’à présent quasi-inexistante, de méthodes de culture modernes.

L’élément qui influence le plus directement le potentiel de production agricole d’un pays est la disponibilité en terres arables. Ainsi, le potentiel d’expansion des superficies cultivées est l’un des principaux aspects à prendre en considération dans la planification de l’agriculture nationale.

En procédant à une comparaison entre les superficies potentiellement cultivables, les utilisations actuelles des terres et les prévisions de l’accroissement démographique, l’on s’aperçoit que Madagascar a la capacité physique d’accroître sa production agricole pour sa consommation interne aussi bien que pour l’exportation.

La contribution de la productivité à l’accroissement de la production agricole dans la Grande Ile a, sauf dans de rares cas, été limitée, voire nulle, au cours de cette dernière décennie. La principale source de croissance de la production est demeurée l’expansion horizontale, c’est-à-dire la mise en culture de nouvelles superficies.

Étant donné les pressions de plus en plus intenses qui s’exercent sur les ressources agricoles, une accélération de sa croissance exige une amélioration constante et continue de la productivité, qui constitue actuellement la faiblesse du secteur. Une telle amélioration ne pourra être réalisée qu’à condition de s’attaquer efficacement à des contraintes comme le manque d’incitations, des investissements limités et l’insuffisance de l’appui institutionnel.

D'une manière générale, les rendements sont faibles comparés à ceux enregistrés dans certains pays de la région. Ceux des denrées de base font voir l'énorme défi qui attend le pays afin de donner un nouveau souffle au secteur agricole. Néanmoins, le potentiel est là et il suffit maintenant d'améliorer de manière substantielle, outre la productivité, les pratiques culturales, la formation, le matériel végétal, l'accès à la micro-finance et aux intrants, le post-récolte, pour ne citer que ces quelques exemples, et bien évidemment d'encourager l'investissement.

L'élevage est un sous-secteur important qui constitue une source substantielle de revenus et de nutrition pour les petits éleveurs à Madagascar. Les animaux demeurent la principale source de traction autre qu'humaine dont disposent les agriculteurs et sont utilisés par leurs propriétaires comme un signe de prestige et de richesse.

Le secteur de l'élevage n'a pas évolué au cours de ces dernières années et demeure traditionnel. Pour l'essentiel, la production ne peut se développer que si les conditions s'améliorent de façon conséquente. Par ailleurs, avec une productivité qui demeure très faible, le manque chronique de capitaux, l'inaccessibilité aux aliments de qualité, la forte prévalence de maladies et l'inexistence des normes élémentaires de biosécurité entravent inévitablement l'expansion de la production.

L'intégration des considérations environnementales à la planification du développement agricole doit être un élément indispensable de toute stratégie de développement à Madagascar. Cela constitue non seulement un moyen de protéger les terres fragiles pour qu'elles puissent être mises en culture mais aussi un mécanisme qui permet au pays de préserver un important capital de diversité biologique et de contribuer à la solution de certains des problèmes liés aux changements climatiques qui affectent déjà les différentes régions du pays.

Madagascar a indéniablement des ressources naturelles abondantes qui pourraient lui donner un avantage comparatif dans la production de toute une variété de denrées agricoles. Ces avantages pourraient être développés de manière à exploiter de façon durable les possibilités qui s'offrent tant sur le marché domestique que sur celui de l'exportation et générer ainsi des effets de liaison positifs sur d'autres secteurs d'activités.

Le principal enseignement que l'on peut tirer de la situation prévalant à Madagascar est que l'expansion de l'agriculture doit pouvoir compenser le "handicap" dont souffre le secteur alimentaire dans des domaines comme le manque chronique d'infrastructures, l'enclavement des terres, l'absence des technologies et de la diffusion des informations, la présence d'insectes et de maladies, la faiblesse des circuits de commercialisation et de distribution, l'indisponibilité des crédits incitatifs pour les paysans, le manque de formation continue, etc. et qu'il soit mis en place un environnement institutionnel approprié, pour encourager les investissements.

Pour que Madagascar puisse se nourrir d'elle-même et en même temps répondre aux besoins alimentaires de la région, il importe donc que les pouvoirs publics créent un climat propice aux investissements massifs nécessaires afin d'améliorer les niveaux de productivité et de faciliter les transformations structurelles indispensables pour le développement de l'agriculture, et de la pisciculture/aquaculture.

3. Le programme sectoriel agriculture, elevage et pêche

En étroite concertation avec l'Etat malgache, la COI a retenu un plan d'action qui s'articule autour du Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP), adopté par le gouvernement malgache en août 2014, qui s'aligne sur les principes du *Comprehensive Africa Agriculture Development Programme* (CAADP). L'objectif global du PSAEP est d'améliorer, de rendre compétitive et durable la production agricole, piscicole/aquicole en y intégrant les exploitations paysannes et les unités industrielles pour assurer la sécurité alimentaire du pays et viser les marchés d'exportation.

Le Programme Sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP), dans le contexte politique et économique actuel, vise à favoriser la coordination, le dialogue et l'harmonisation des acteurs et des idées autour d'un objectif global : «Améliorer la sécurité alimentaire, les conditions de vie et les revenus des producteurs par la croissance de l'économie rurale, tout en assurant la préservation du patrimoine naturel du pays ».

À travers le PSAEP, Madagascar vise l'autonomie alimentaire ainsi que l'exportation pour approvisionner les îles voisines en certaines denrées spécifiques, tout en protégeant les ressources naturelles. Ce faisant, la pauvreté est réduite et des emplois créés.

Du point de vue pratique, ce chantier est réalisable car sur les 60 millions d'hectares cultivables dans la Grande Ile, la moitié environ se prête à l'agriculture, alors que 18 millions d'hectares demeurent encore disponibles.

4. Description du projet

Le marché domestique

Madagascar met en œuvre, avec la collaboration de la COI, une approche qui associe l'appui à des groupements d'agriculteurs locaux au développement d'une agriculture moderne et productive. L'objectif est d'assurer un approvisionnement régulier, répondant à des critères de qualité qui est produit, d'une part, par des groupements organisés de petits producteurs et, d'autre part, par des grandes exploitations.

Dans les zones d'intervention déjà identifiées, il s'agit de renforcer et de redynamiser les services d'appui (production, vulgarisation, protection des végétaux, irrigation, services de contrôle sanitaires/phytosanitaires, recherche, formation,….) à travers les réseaux et les pôles de compétence en place et de soutenir les groupements d'agriculteurs existants ainsi que les nouveaux venus, à savoir:

(i) Renforcer les filières de production horticoles,
(ii) Promouvoir des services agricoles durables,
(iii) Développer la pisciculture et la pêche continentale,
(iv) Aménager des marchés à poisson avec chambre froide et unités de fabrique de glace,
(v) Relancer et développer la recherche halieutique (CNRO, IHSM, FOFIFA),
(vi) Développer l'élevage à cycle court,
(vii) Réhabiliter et relancer les centres de production des reproducteurs (CPR) et d'élevage,
(viii) Renforcer les services d'appui,
(ix) Désenclaver les pistes d'accès dans les zones de production,
(x) Améliorer l'approvisionnement local,
(xi) Accompagner les mouvements migratoires.

L'exportation

Dans cette seconde partie, Madagascar contribue à améliorer la sécurité alimentaire des États membres de la COI à travers certaines denrées spécifiques (riz, maïs, oignon, grains secs).

5. Objectif général des projets COI présentés dans le cadre du PSAEP

Améliorer la résilience de la sécurité alimentaire nationale et régionale à travers des approches de développement durable et une production dynamique

6. Objectifs Spécifiques

- Les objectifs spécifiques du plan d'action sont:
- OS1: Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population malgache,
- OS2: Améliorer la distribution des produits vers la population,
- OS3: Promouvoir la coopération régionale dans les domaines de la production et des échanges commerciaux,
- OS4: Intensifier la production,
- OS5: Augmenter le volume des exportations à partir de Madagascar,
- OS6: Respecter les normes et qualités requises des produits à exporter,
- OS7: Renforcer la formation agricole.

7. Résultats attendus

R1: Les productions agricole, d'élevage, piscicole/aquicole augmentent,
R2: Les produits agricoles, piscicole/aquicole sont disponibles à travers l'île,
R3: Des accords commerciaux sont signés entre Madagascar et les autres îles de l'océan Indien,
R4: Les échanges commerciaux augmentent,
R5: Les normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que la qualité des produits sont harmonisées pour faciliter les échanges,
R6: Les formations sont adaptées aux besoins du pays et du marché d'exportation.

8. Zones d'Intervention

Pour Madagascar, les régions choisies pour la réalisation du plan d'action sont: Sofia, Vakinankaratra et Menabe.

Les autres Etats membres de la COI

9. Les Activités

Les activités sont réalisées à travers les six composantes suivantes:

- **Composante 1**

Dans cette composante, il s'agit d'améliorer la production agricole, la pisciculture/aquaculture et la pêche continentale de manière globale en prenant en compte les éléments suivants:

- La capitalisation des acquis par: 1) le recensement des pratiques agricoles prouvées et réussies dans la zone et à l'échelle régionale, 2) la mise en place d'une coopération scientifique et technique, 3) la diffusion et la mise en pratique des résultats de recherches, 4) l'utilisation des NTIC (Sms, SSD, …) pour diffuser les cours mondiaux et autres informations techniques, 5) la valorisation du portail biodiversité et agriculture, 6) le démarrage de l'e-commerce (consultation, paiement,…), et 7) l'appui à la création des partenariats et des joint-ventures dans toutes les filières sélectionnées.
- La capacité des opérateurs privés (petites, moyennes, grandes exploitations) et de l'agriculture familiale à produire davantage. Les opérateurs sont encouragés à travailler avec des groupements d'agriculteurs organisés qui disposent des connaissances techniques de production. L'agriculture contractuelle est encouragée dans le sens où les deux parties sont gagnantes. En effet, des opérateurs privés et des groupements de producteurs souhaitent s'associer à des partenaires nationaux ou étrangers pour renforcer leurs exploitations. Il est cependant conseillé de collaborer avec les paysans locaux pour que ces derniers bénéficient des innovations apportées alors que les services agricoles accompagnent ce processus. Etant donné que les projets d'implantation ayant trait aux grandes exploitations agricoles font toujours face à de grosses difficultés pour se mettre en place, l'observatoire foncier dispose de suffisamment d'éléments pour qu'une solution soit trouvée sur la question.

Sous cette composante, il est aussi prévu de renforcer le développement des thématiques suivantes:

- La gestion de la fertilité: gérer la fertilité de manière à améliorer graduellement la qualité des sols par l'utilisation d'engrais organiques. L'utilisation d'engrais minéraux doit être combinée avec des apports de matières organiques. Les différentes pratiques agro écologiques testées et éprouvées sont appliquées à grande échelle. L'élevage de bovins par les producteurs est stimulé car c'est la principale source d'engrais organique;
- La protection intégrée des cultures: les expériences qui ont permis à certaines îles de la région de gérer les insectes ravageurs et les maladies avec succès sont diffusées. Les mesures de protection seront appliquées rigoureusement sur tout le territoire national et particulièrement dans les zones d'intervention du projet;
- La structuration des organisations paysannes: renforcer les structures des producteurs pour répondre aux exigences des marchés;
- Les filières: appuyer et renforcer les filières porteuses pour disposer de produits de qualité de manière régulière;
- Les semences de qualité: l'emploi de semences adaptées et performantes accroît la production et garantit la qualité. Une stratégie de production et d'approvisionnement est établie pour que les producteurs puissent disposer de semences adaptées;
- La gestion de l'eau: La gestion de l'eau est un élément fondamental du dispositif de production. Les producteurs sont en mesure de disposer de l'eau en quantité suffisante à tout moment. L'introduction de méthodes d'irrigation améliorées est réalisée avec les partenaires régionaux;
- Les systèmes de cultures: Les producteurs orientent leurs pratiques culturales vers des systèmes qui renforcent la résilience et la stabilité de la fertilité du sol;

- Les fermes de reproducteurs pour le petit élevage;
- Les centres de production d'alevins pour la pisciculture/aquaculture et les lacs de pêche;
- Les unités de production d'aliments pour animaux.
- Dans le cadre du secteur de l'élevage, il s'agit de développer essentiellement celui des animaux à cycle court dans les pôles de production agricole pour profiter des sous-produits de récolte.
- Pour booster ce secteur, réhabiliter et relancer les centres de production des reproducteurs pour la conservation, l'amélioration génétique et la production de reproducteurs pour les éleveurs. Il s'agit des races porcines, avicoles et bovines qui servent à approvisionner les marchés demandeurs de ces produits.
- Il s'agit également de relancer le centre de recherche séricicole pour pourvoir le secteur en matériel végétal et en souches de ver à soie.
- Pour la pisciculture/aquaculture: développer des écloseries pour disposer d'alevins de qualité, créer un centre de formation et de développement de la pisciculture/aquaculture, développer la recherche pour la production des souches rustiques à haute valeur économique ainsi que des nouvelles espèces de poissons adaptés à l'eau douce.
- Dans le secteur de la pêche continentale: développer un centre de formation des pêcheurs sur les méthodologies adaptées au contexte local et axées sur l'amélioration nutritionnelle, le développement durable, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté;
- Développer également la chaîne d'approvisionnement des captures jusqu'aux marchés;
- Engager la société civile et toutes les autres parties prenantes pour une plus grande sensibilisation aux questions de la pêche;
- Améliorer la gestion intégrée des bassins versants;
- Relancer la recherche pour déterminer la population halieutique et son évolution;
- Instaurer un cadre réglementaire d'exploitation;
- Prévenir les actes illégaux et criminels ;

• Composante 2: Promotion de la coopération

Il s'agit de promouvoir la coopération régionale axée sur la production agricole et les échanges économiques et commerciaux, ainsi que sur le renforcement de la capacité de Madagascar à approvisionner le marché régional.

Les partenariats et les joint-ventures sont encouragés pour faciliter l'intégration de toutes les parties prenantes. Les relations entre les pays sont clarifiées. Sous cette composante, il faut veiller à:

- Lever les barrières tarifaires et non tarifaires,
- Signer des accords bilatéraux commerciaux avec les pays qui s'intéressent aux produits d'origine malgache,
- Faciliter la circulation des personnes, des services et des biens,
- Mener des réflexions pour la mise en œuvre d'une politique de Zone de Libre Échange,
- Organiser des salons, des rencontres, des forums,
- Mettre en place une coopération bancaire,
- Créer une plateforme d'échanges et de coordination à partir des réseaux existants,
- Mieux mettre en relation les opérateurs étrangers avec ceux de Madagascar.

• Composante 3: Commercialisation

Les opérateurs malgaches n'ont jamais réussi à s'implanter véritablement au sein du marché régional de l'océan Indien. Les expériences vécues font voir que les exportations ont toujours été occasionnelles et souvent à des prix non compétitifs.

De plus, les opérateurs malgaches pâtissent fréquemment de barrières non tarifaires.

Le marché régional est instable car il n'existe pas d'engagements des pays acheteurs ni d'un cadrage commercial qui sécurise le marché. Ainsi, le développement des produits d'exportation est entièrement dépendant de la demande.

Si les pays acheteurs ne se prononcent pas sur leurs besoins, il est impossible d'établir un plan de développement des produits disponibles pour l'exportation. Les relations directes entre opérateurs doivent donc être promues et appuyées par les gouvernements respectifs car il existe déjà des accords de coopération entre les pays.

La commercialisation est une activité vitale pour un pays. C'est une série de procédures interconnectées impliquant la planification de la production et de sa disponibilité, le tri, le conditionnement, le transport, le stockage, les procédés post récolte, la vente et la distribution.

Les systèmes de commercialisation sont dynamiques. Ils sont compétitifs et impliquent des changements et des améliorations continus. Les conditionnalités sur les normes et la qualité tiennent une place primordiale dans cette composante. Il est nécessaire de professionnaliser les rapports entre producteurs et opérateurs pour faciliter l'accès à l'exportation. Cela exige également une implication de l'État Malgache.

Certaines activités sont directement liées à l'exportation, comme le renforcement des services des normes et de la qualité. Il est approprié d'élaborer, dans un premier temps, une approche régionale pour l'exportation de certains produits spécifiques dans l'intérêt de toutes les parties prenantes. De nombreuses denrées sont concernées dans la mesure où le marché existe déjà. Sous cette composante, il s'agit, entre autres, de considérer les points suivants:

- Identifier les exigences de chaque pays en matière d'importation,
- Mettre à jour et faire connaître les réglementations régissant les produits ciblés,
- Étudier les accords de coopération existant entre les pays,
- Déterminer les normes sanitaires/phytosanitaires applicables dans chacun des Etats membres de la zone OI,
- Renforcer les services chargés du suivi et de l'application des normes et de la qualité, ainsi que du conditionnement,
- Former les producteurs et les techniciens,
- Encadrer les producteurs et les opérateurs pour leur permettre de fournir des produits de qualité,
- Introduire les NTIC dans les échanges commerciaux,
- Créer un organisme certificateur et former des auditeurs malgaches.

• Composante 4: La communication et la gestion des connaissances

Vu leur importance, la communication et la gestion des connaissances, incluant la formation, sont traitées à partir d'une seule composante. Les informations sur toutes les composantes sont diffusées et,

en premier lieu, il s’agit d’informer et de sensibiliser les décideurs ainsi que toutes les parties prenantes du plan pour une compréhension commune des enjeux.

Est mise en avant la connaissance et ses bénéfices en termes de coopération régionale, de politique agricole, de sécurité alimentaire, de qualité environnementale, d’accès aux marchés et de lutte contre la pauvreté rurale.

Les partenariats peuvent ainsi se tisser le long d’une filière selon les spécialités des parties prenantes. Des efforts sont menés pour les informer des opportunités à saisir, contribuer à la réalisation des activités et en tirer des bénéfices. Ces participations développent des liens solides entre les pays.

Le projet renforce, entre autres, les acquis des projets régionaux IRACC (Initiative Régionale Agro écologie aux changements Climatiques) et ePRPV (élargissement et Pérennisation du Réseau Protection des Végétaux) au sein desquels des groupes de travail, des pôles de compétence, ainsi qu’un portail internet d’information (agriculture et biodiversité) et un annuaire des acteurs du secteur agricole (eKoal) ont été développés.

Les actions d’appui à la petite agriculture, d’amélioration des sites de références et d’intensification de la production à travers l’agro écologie sont poursuivies. Elles consolident les activités mises en œuvre par d’autres projets financés par les bailleurs de fonds à l’échelle régionale (Qualireg…) et dans les régions de Madagascar (AD2M, Prosperer, Aropa, Formaprod…).

Dans le cadre de la Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale (SNAFR), la formation des principaux acteurs du développement agricole (ingénieurs, techniciens, producteurs) doit être adaptée et renforcée aux zones agro écologiques pour que ceux-ci puissent faire face aux enjeux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de Madagascar et de la région OI.

- **Composante 5: Infrastructures**

La production pour assurer la sécurité alimentaire ne peut être effective sans les travaux d’infrastructures parmi lesquels la réhabilitation et l’ouverture des pistes d’accès dans les zones de production, le renforcement ou la construction de barrages hydro agricoles, l’amélioration des réseaux d’irrigation, la construction des magasins de stockage et des centres de conditionnement, la réhabilitation et l’aménagement de certaines zones portuaires ainsi que d’autres installations rentrant dans le cadre du projet. Il est souhaité que ces améliorations soient tenues en ligne de compte par les bailleurs.

- **Composante 6: Gestion des projets COI sous PSAEP et suivi/évaluation**

La mise en œuvre et le suivi de ces projets sera placée sous la responsabilité du Chargé de mission, responsable de la sécurité alimentaire de la COI, en poste à Maurice. Il sera mis en œuvre par une Unité de gestion du Projet (UGP) dirigée par un chef de projet compétent dans le domaine de la production alimentaire et de l’agro écologie. Il sera secondé par une équipe de techniciens et de responsables financier et administratif.

Les projets seront entrepris à Madagascar avec des bureaux décentralisés dans les grandes zones de production. Un comité de pilotage sera instauré.

Un système de suivi-évaluation sera élaboré sur la base des objectifs spécifiques des projets et des objectifs annuels qui leur seront fixés. En matière d’évaluation, une attention particulière sera portée aux aspects économiques (coûts, bénéfices) des techniques appliquées et aux échanges commerciaux.

10. Durée de financement: 5 ans en règle générale

11. Coût estimé des projets: € 75 millions

12. Objectif général de la conférence des bailleurs

Cette conférence servira de plate-forme pour:

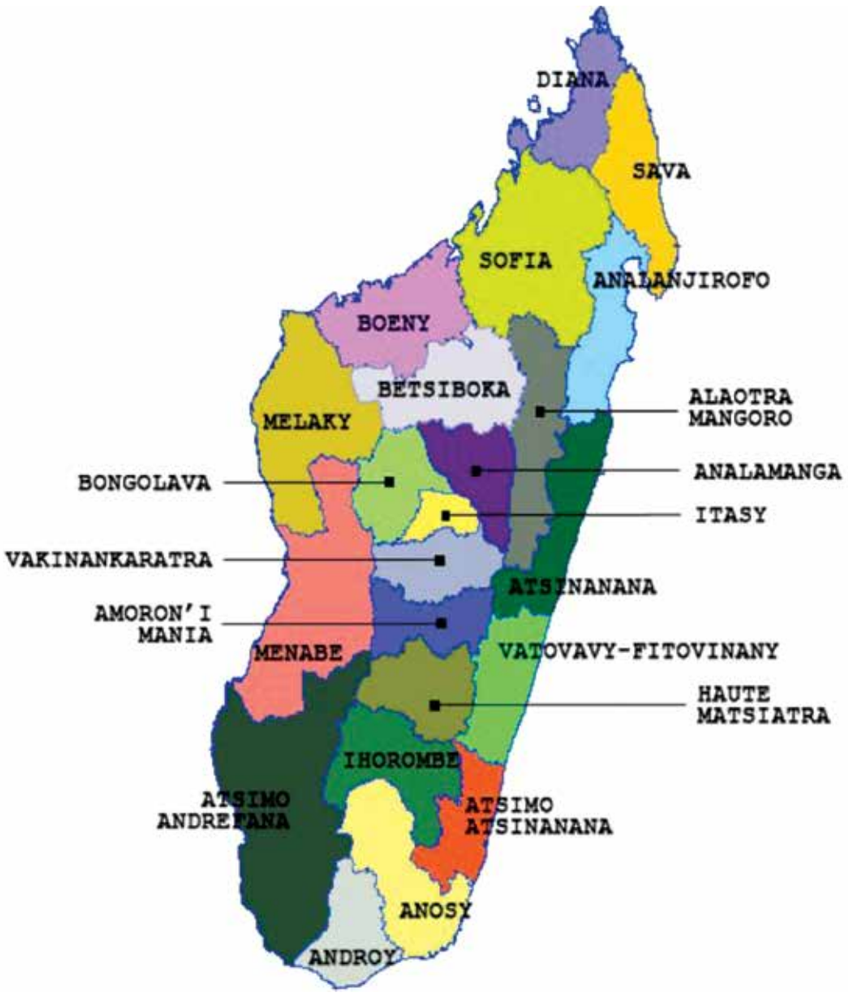
(i) Présenter des projets concrets qui s’inscrivent dans le PSAEP, centrés sur la sécurité alimentaire de Madagascar et qui ont un effet d’entraînement sur l’accroissement de la sécurité alimentaire régionale ;
(ii) Mobiliser et obtenir à cet effet les financements requis auprès des bailleurs et des partenaires techniques et financiers.


© FAO/ SmartFish

Présentation synthétique des 10 projets identifiés

Annexe	Titre du Projet	Objectif du Projet	Région/s d'Intervention	Bénéficiaires
1	Appui au développement de Menabe et du Melaky (AD2M)	Renforcement de I'intensification de la production et de la commercialisation	Menabe et Melaky	40,000 ménages ruraux (sans terres, terrains de culture sur tanety, pêcheurs pauvres, pastoraux, agro-pastoraux
2	Appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles (AROPA)	Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	Amoron'iMania, Haute Matsiatra, Ihorombe, AnôsyetAndroy	75,000 exploitants agricoles familiaux
3	Projet d'appui à l'intensification agricole, à la transformation et à l'exportation de produits vivriers, de fruits et épices du littoral est	Renforcement de l'intensification de la production et de la commercialisation	Atsinanana et Analanjirofo	Prioritairement les groupes vulnérables avec une attention particulière aux jeunes déscolarisés et jeunes femmes chefs de famille
4	Projet de réhabilitation des infrastructures agricoles dans la région sud-ouest (PRIASO)	Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	Périmètres de Taheza, de Manombo et de Bas-Mangoky	105,000 personnes dont 50% de femmes
5	Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux economies régionales (PROSPERER)	Renforcement de la commercialisation	Sofia	63,000 micro-entreprises rurales, dont 42,000 bénéficiaires directs et 21,000 bénéficiaires indirects. 50% de ces micro-entreprises sont gérées par des femmes
6	Projet intégré de sécurisation alimentaire et nutritionnelle dans la région Atsinanana (PISANA)	Intensification de la production et de la commercialisation	Atsinanana, Communes Mahatsara et Ambinaninony	Un fort % des 32,000 habitants des zones concernées où le taux de pauvreté est de 55% ou plus.
7	Projet intégré de sécurisation alimentaire et nutritionnelle du sud ouest (PISANSO)	Intensification de la production et renforcement de la commercialisation	Atsimo Andrefana, District Toliara II	Plus de 2,000 exploitants actifs
8	Projet d'appui aux filières aquacoles de rizipisciculture paysanne, de production semi-industrielle de poisson de consommation, de produits halieutiques marins d'export et aux filières d'aliments associées.	Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale et impact économique	Hauts Plateaux et les centres urbains côtiers. côtes ouest et Nord est.	Des dizaines de milliers de paysans, des centaines de producteurs d'alevins, une centaine de milliers d'élèves formés dans les collèges ruraux (programme COI SmartFish APDRA).
9	Projet de dispositif régional de formation en ligne au service du développement agricole et de la sécurité alimentaire pour la COI (PROJET AGREENIUM- CIRAD)	Favoriser les complémentarités entre les pays de la COI et organiser un meilleur continuum entre les activités de recherche, de formation et de développement	Région COI	Agriculteurs, conseillers, formateurs, chercheurs
10	Projet de plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement de l'agriculture dans l'océan indien en appui au projet sécurité alimentaire de la COI PROSAROI	Appuyer le développement et la structuration de filière de production agricole et agroalimentaires au travers de projets communs en renforçant les démarches de qualité	Madagascar et ensemble région COI	Secteurs public et privé, ONG, groupements de producteurs et agriculteurs

Zones d'intervention du projet



Sécurité alimentaire et nutritionnelle:

Atsimo-andrefana, Androy, Anosy, Atsimo-atsinanana, Vatovavy-Fitovinany, Bongolava

Production des cultures d'exportation vers les pays de l'OI:

Les zones d'intervention seront déterminées à partir des besoins de chaque pays de la COI

Appui au projet AD2M



Renforcement de l'intensification de la production et de la commercialisation

Intitulé du projet: Projet d'appui au développement de Menabe et du Melaky (AD2M)

Contexte

Le Projet AD2M est un projet innovateur et ambitieux qui sera implanté dans une zone difficile et encore peu touchée par la modernisation (en particulier le Melaky). L'objectif global du projet est l'amélioration de l'accès des ruraux vulnérables à la gestion des ressources en terre (sécurisation foncière) et en eau (mise en valeur productive et gestion des bas-fonds et des petits bassins versants) permettant ainsi la sécurisation durable des revenus des petits producteurs et l'amélioration durable de leur base productive.

Le niveau de pauvreté et la vulnérabilité des petits exploitants agricoles aux chocs extérieurs (vols de zébus, aléas climatiques, vols de récolte, épizootie, etc.) sont considérables et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages qui en découle est importante. Ceci pourrait sembler contradictoire alors que les ressources en terres fertiles non exploitées sont encore nombreuses, que la zone est traditionnellement une zone d'accueil de migrants, et une des principales régions pastorales du pays.

Ainsi, la valorisation de ces terres par l'intensification, la diversification agricole, la gestion rationnelle des ressources naturelles, et le renforcement des capacités des hommes et des femmes qui les exploitent (et en sont dépendants) demeure le seul gage de succès et l'unique possibilité d'inverser durablement la tendance à la paupérisation constatée en milieu rural.

La COI va apporter, à travers son expertise, des actions qui vont permettre de renforcer les résultats du projet par un appui à l'intensification de la production et à la commercialisation.

Régions d'intervention: régions de Menabe et de Melaky

Durée du projet: 2007-2023

Phase 1: 2007-2015 Phase 2: 2016-2023

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs: 5 ans

Objectif général du projet

Améliorer l'accès des ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau permettant la sécurisation durable de leurs revenus et l'amélioration de leur base productive au bénéfice de Madagascar et d'une dynamique régionale.

Objectifs spécifiques

OS1:Développer des actions opérationnelles de gouvernance locale, de renforcement des capacités des organisations paysannes et de la sécurisation foncière.

OS 2:Améliorer de manière durable la base productive des populations concernées.

Bénéficiaires

40 000 ménages ruraux (sans terres, avec terrains de cultures sur tanety, pêcheurs pauvres, pastoraux, agro-pastoraux)

Résultats attendus

Augmentation du revenu moyen annuel par exploitant agricole familial: de 600 à 1200 USD

Nombre d'emplois créés: 2,200

Projet AD2M	Appuis sollicités
Composante 1. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	
Intensification de la production	1. Appui à la recherche et échanges d'informations entre les OM, les institutions et les organisations professionnelles agricoles régionales et nationales ainsi que les groupements de producteurs sur les variétés demandées par les marchés d'exportation et adaptées aux caractéristiques agro-climatiques des zones de production. 2. Renforcement des réseaux de multiplication et d'approvisionnement en semences de proximité. 3. Appui au développement de l'élevage familial des petits ruminants.
Commercialisation et transformation	1. Organisation des producteurs au sein des filières d'exportation. 2. Amélioration du conditionnement post-récolte. 3. Amélioration du service d'appui à l'exportation.
	Formation, gestion de connaissances et communication - Sensibilisation et mobilisation des opérateurs des marchés dans les îles de l'Océan Indien pour l'importation des produits ciblés et soutien aux actions de promotion de ces produits au niveau national et régional. - Mise en place d'un cadre et d'instruments efficaces d'information et de coopération régionale agricole permettant de développer les exportations agricoles malgaches vers les autres pays de la COI. - Établissement et mise à jour d'un recueil des normes sanitaires et de qualité, des différents pays de l'Indianocéanie. - Diffusion des informations et promotion des produits agricoles d'exportation malgaches au sein des pays de la COI: sites internet, reportages, foires, expositions régionales

Appui au projet AROPA



© FAO/ SmartFish

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles (AROPA)

Contexte:

A travers le projet AROPA, le Gouvernement Malgache, compte:

i) Aider les exploitations agricoles familiales à s'organiser et à se constituer en organisations paysannes ;

ii) Professionnaliser les organisations paysannes et professionnelles agricoles, afin qu'elles aient collectivement accès aux services d'appui, qu'elles augmentent la production agricole et qu'elles contribuent ainsi à la « révolution verte » en demeurant connectées aux débouchés et en étant à même d'influençer les orientations de développement agricole.

Le projet soutiendra une démarche d'inclusion des exploitants les plus pauvres dans la dynamique du développement agricole, en facilitant leur accès aux moyens de production, au savoir-faire ainsi qu'aux marchés.

L'approche proposée s'appuiera sur la typologie des groupes vulnérables incluse dans le diagnostic du district, ainsi que sur les orientations méthodologiques qui seront définies dans le cadre d'une consultation spécialisée pour l'ensemble du projet.

L'apport de la COI reposera sur le renforcement des acquis par des actions d'accroissement des capacités et d'appui direct, en particulier:

1) l'application de l'agroécologie pour améliorer la sécurité alimentaire, et

2) l'éducation nutritionnelle pour améliorer la qualité de l'alimentation par l'introduction d'innovations dans la préparation de la nourriture quotidienne induite par la diversité de la production et autres activités connexes.

Les régions identifiées font partie des zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigüe.

Régions d'intervention: Amoron'iMania,Haute Matsiatra, Ihorombe, AnôsyetAndroy

Régions d'intervention des bailleurs: Amoron'iMania,Haute Matsiatra

Durée du projet: 9 ans

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs: 5 ans

Bénéficiaires

- Nombre d'exploitants agricoles familiaux: 75 000

Résultats attendus

- Revenu moyen annuel par exploitant agricole familial: de 600 à 1200 USD
- Nombre emplois créés: 2,200
- Nombre d'organisations paysannes appuyées: entre 1,000 à 2,000

Présentation des interventions

- Renforcement des organisations des producteurs, structuration des services d'appui et soutien à la construction des projets professionnels (niveau local et district)	- Formation sur l'agro écologie - Développement de la pisciculture - Développement des filières: haricot, poulet local, lait. - Éducation et formation sur la nutrition
- Financement des services et activités au niveau régional et local	- Vulgarisation de l'agro écologie - Amélioration de la nutrition et application dans les sites d'intervention - Développement de l'élevage à cycle court

Activités d'appui de la COI:

1. **Agroécologie:**
- Conservation des eaux et des sols: haies vives, embocagement, canaux d'infiltration, protection des sources, reboisement, embroussaillement…
- Gestion de la fertilité
- Pratiques agricoles améliorées: association/rotation des cultures, protection intégrée des cultures, agroforesterie, agriculture de conservation,
- Vulgarisation des activités mixtes en y introduisant l'élevage, la pisciculture, l'apiculture…

2. **Amélioration de la nutrition:**
- éducation nutritionnelle
- démonstration culinaire
- transformation et conservation
- diversification alimentaire
- élevage à cycle court

Renforcement de l'intensification de la production et de la commercialisation

Intitulé du projet: projet d'appui à l'intensification agricole, à la transformation et à l'exportation des produits vivriers, de fruits et épices du littoral est

Contexte:

Les régions Atsinanana et Analanjirofo sont spécialisées dans la culture des produits de rente, de fruits et d'épices. Les cultures de rente (café, girofle, cannelle, poivre, canne à sucre) et les cultures fruitières tropicales caractéristiques des régions chaudes (agrumes, ananas, litchi, banane etc.) dominent l'économie locale.

Après le déclin des filières canne à sucre (fin des années 2000), cannelle et café (dans les années 90), la zone s'est tournée vers la culture vivrière telle que le maïs pour renforcer la production vivrière traditionnelle de manioc, d'igname, et de taro. L'introduction du giroflier et du vanillier sur l'ensemble de ces deux régions occupe progressivement une place importante.

Avec le manque d'infrastructures et de savoir-faire, les produits vivriers et fruitiers restent peu valorisés alors que les épices s'exportent à l'état brut, ce qui ne permet pas aux producteurs, dépendant de ces cultures, de dégager des revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins.

Depuis 2010, la redynamisation/l'essor de l'exportation des produits de rente (cannelle, poivre noir, ananas, curcuma, gingembre, litchi bio, etc.) a donné un nouvel essor à l'économie régionale. Des tentatives d'exportation des produits vivriers vers La Réunion ont ainsi vu le jour.

D'autre part, la production vivrière se développe de manière exponentielle avec l'appui des structures telles que les projets gouvernementaux (PPRR, Formaprod, etc.). Les activités des producteurs se diversifient et se caractérisent par un panachage des cultures d'exportation et vivrières.

Il est attendu que la Commission de l'océan Indien (COI) et les bailleurs apportent leur appui en vue de dynamiser la production. Les projets concernés sont l'intensification de la production et la commercialisation des produits précités.

Régions d'intervention: Atsinanana et Analanjirofo

Durée du projet: 10 ans (2013-2023)

Régions d'intervention des bailleurs: 5 ans dans les sites d'intervention

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs: 5 ans

Objectif général du projet

L'objectif général du projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'augmentation des revenus des exploitants agricoles familiaux du littoral Est à travers l'intensification des cultures existantes, la diversification agricole, la transformation et l'appui à la commercialisation des produits, créant ainsi l'amorce d'une nouvelle dynamique d'import-export intra régional.

Objectifs spécifiques

OS1: Augmenter la productivité agricole par l'introduction et la diffusion des techniques culturales innovantes, la formation des producteurs en techniques améliorées de production et un meilleur accès des producteurs aux services d'approvisionnement en intrants et en matériels agricoles.
OS2: Faciliter l'accès aux services agricoles, notamment celui des marchés et des micro-financements
OS3: Valoriser la production par la mise en place des dispositifs de transformation appropriée.
OS4 : Créer les conditions d'une commercialisation à l'échelle régionale

Bénéficiaires

Le projet appuiera prioritairement les groupes vulnérables en portant une attention particulière aux jeunes déscolarisés et aux jeunes femmes chefs de famille.

Résultats attendus

Les exploitants agricoles familiaux, les organisations professionnelles agricoles et les différentes plate-formes des filières maîtrisent davantage les techniques de production améliorées, la commercialisation et la valorisation de leur production et par conséquent, arrivent à jouer un rôle plus actif et sont capables de défendre leurs intérêts au sein des filières.

Présentation des interventions

Activités du projet	Appui requis des bailleurs
Composante 1: Développement des opérations agricoles basées sur des techniques culturales améliorées et innovantes pour une agriculture tournée vers la sécurité alimentaire et le marché d'exportation.	1 Accès aux intrants de bonne qualité (semences de maïs, variétés performantes d'ananas, autre matériel végétal) 2. Renforcement des capacités des organisations de producteurs et des services de l'administration en production semencière et en matériel végétal performant 3. Recherche-développement et transfert de savoir-faire en matière d'amélioration variétale et de conduite de plantation des épices, des tubercules, d'arboriculture fruitière (ananas, grenadille, corossol, etc.).
Composante 3: Développement de la commercialisation et de l'exportation des produits.	1. Renforcement des capacités des producteurs et transfert des connaissances en techniques agro-alimentaires (traitement et transformation des fruits) 2. Renforcement des capacités sur la mise en conformité des produits agricoles aux normes et qualité exigées par les marchés. 3. Développement des projets de partenariat producteurs/opérateurs, pour les filières fruitières, vers la région COI et l'international 4. Mise en place d'unités de stockage et de conditionnement des produits agricoles (ananas, grenadille, goyave, etc). ; 5. Disponibilité des broyeurs à épices (curcuma, gingembre, cannelle)

Appui au PRIASO

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Intitulé du projet: projet de réhabilitation des infrastructures agricoles dans la région sud-ouest (PRIASO)

Contexte:

La région du Sud-ouest de Madagascar affiche un taux de pauvreté de 82%, supérieur à la moyenne nationale (76,5% en 2010). Cette situation découle, en grande partie, de la forte vulnérabilité de la région aux conditions climatiques extrêmes (cyclones, et sécheresses) qui ont contribué à la dégradation des infrastructures agricoles de la région et menacé les fondements de la production.

La zone concernée fait également face à d'autres contraintes structurelles que le PRIASO va contribuer à résoudre, à savoir:

(i) La précarité des situations foncières des agriculteurs;
(ii) La faiblesse des systèmes de diffusion des techniques agricoles innovantes;
(iii) Le manque d'organisation des filières pour l'accès aux marchés; et
(iv) L'insuffisance de capacités techniques et de gestion des producteurs.
Le PRIASO constitue ainsi une réponse d'urgence contre la détérioration des conditions socioéconomiques des populations de la région Sud-Ouest du pays.

Sa conception prend en compte les acquis des projets d'irrigation que la Banque Mondiale avait précédemment financée ainsi que les recommandations de la dernière revue du portefeuille (mai 2012), notamment celles relatives à l'amélioration des systèmes de gestion financière et de passation des marchés.

Régions d'intervention: région du Sud-ouest (périmètres de Taheza, de Manombo et de Bas-Mangoky)

Durée du projet: 5 ans (2014-2018)

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs: 5 ans sur les sites d'intervention

Objectif général du projet

Améliorer la productivité agricole et les revenus des producteurs de la Région du Sud-Ouest de Madagascar.

Objectifs spécifiques

OS1:La productivité agricole est améliorée
OS2:La production agricole a augmenté
OS3:Les revenus moyens des producteurs agricoles ont augmenté

Bénéficiaires

105.000 personnes dont 50% de femmes

Résultats attendus

- Appui à la mise en valeur de 13.400 ha de terres agricoles;
- Construction de 74 km de canaux principaux;
- Réhabilitation de 40 km de digue de protection couvrant 5,800 ha de terres irriguées;
- Construction de 32 km de pistes;
- Réalisation de 12 forages d'eau;
- Construction de 6 magasins de stockage;
- Construction de 3 marchés ruraux; et
- Appui à l'obtention des titres de propriété pour des agriculteurs ayant une superficie de 5,000 ha et plus.

Présentation des interventions

PRIASO	Appui demandé aux bailleurs
Composante A: Infrastructures agricoles	
1. Les infrastructures hydro-agricoles des périmètres irrigués sont réhabilitées. 2 Les bassins versants sont protégés contre l'érosion. 3. Les dimensions environnementales et sociales sont intégrées.	1. Diversification de la production et introduction d'activités mixtes ((maraîchères, élevage à cycle court, apisculture…) 2. Contribution à la protection des bassins versants (actions de conservation des sols) 3. Introduction de l'agroécologie dans la production
Composante B: Renforcement de capacités et développement agricole	
4. Les changements climatiques sont intégrés dans la planification communautaire 5. Les capacités économiques des femmes sont renforcées	4. Appui à la planification communautaire 5. Amélioration de la nutrition 6. Développement de l'élevage de petits ruminants

Activités d'appui de la COI:
1. Agroécologie:
- Conservation des eaux et des sols: haies vives, embocagement, canaux d'infiltration, protection des sources, reboisement, embroussaillement.
- Gestion de la fertilité des sols.
- Pratiques agricoles améliorées: association/rotation des cultures, protection intégrée des cultures, agroforesterie, agriculture de conservation, protection intégrée des cultures.
- Vulgarisation des activités mixtes en incorporant élevage, pisciculture, apiculture…

2. Amélioration de la nutrition:
- éducation nutritionnelle,
- démonstration culinaire,
- transformation et conservation,
- diversification alimentaire,
- élevages à cycle court.

Appui au projet PROSPERER

Renforcement de la commercialisation

Intitulé du projet: Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (PROSPERER)

Contexte:

L'agriculture constitue le pilier de l'économie malgache. Elle emploie 80% des familles malgaches et compte pour 27% du PIB. En dépit d'un potentiel incontestable, la mauvaise performance du secteur est une cause majeure de la pauvreté rurale.

L'agriculture, principale activité du monde rural, s'organise au sein des filières couvrant l'ensemble des activités en amont et en aval de la production agricole. Les principaux acteurs économiques de ces filières sont des micro-entreprises (moins de 5 employés) et des petites entreprises (moins de 15 employés).

En 2005, 68,7% de la population vivait sous le seuil de la pauvreté. Ce phénomène est plus marqué en milieu rural (73,5%) qu'urbain (52%). Les plus pauvres sont les petits exploitants agricoles en milieu rural et les travailleurs sans qualification en milieu urbain.Selon une analyse des ménages suivis dans le cadre du réseau d'observatoires ruraux en 2000, la vulnérabilité aux chocs est identifiée comme un facteur important de la pauvreté notamment pour les petits producteurs (chocs d'ordre économique, social ou liés aux catastrophes naturelles).

Dans le domaine de l'appui aux entreprises rurales (PROSPERER), l'appui à la formation de base des entrepreneurs, au développement des produits et à la commercialisation ont été conçus. La conduite d'études des filières a permis de mieux cerner les opportunités et les facteurs de blocage dans l'accès au marché.

Le partenariat établi avec le réseau des Chambres de commerce et d'industrie pourrait permettre, sur le long terme, l'institutionnalisation de certains services fournis aux entreprises rurales.

L'apport des bailleurs reposera sur la consolidation des acquis par des actions de renforcement des capacités, d'appui à la réalisation d'infrastructures et à la capitalisation du savoir.

Régions d'intervention: les zones doivent se trouver dans l'une des régions suivantes: Sofia, Atsinanana, Matsiatraambony, Amoron'i Mania, Menabe, Melaky, Atsimoandrefana

Régions d'intervention des bailleurs: Sofia

Durée du projet: 9 ans

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs: 5 ans

Objectif général du projet

Promouvoir l'augmentation des revenus par la consolidation des micro-entreprises rurales au niveau local et régional.

Le programme est conçu autour de trois piliers, (i) Développement des filières, (ii) Renforcement des services, et (iii) Appui aux entreprises.

Objectifs spécifiques

OS 1: Créer et appuyer un réseau d'organisations professionnelles, de corps de métiers et de fédérations interprofessionnelles qui répondront aux besoins de développement des entreprises rurales;
OS 2: Contribuer à l'élaboration d'un cadre institutionnel et de la politique nationale en matière d'appui aux micro-entreprises rurales;
OS 3:Améliorer la compétitivité des micro-entreprises rurales pour renforcer les performances des clusters et filières au sein des pôles économiques régionaux;
OS 4: Permettre aux entrepreneurs d'accéder à des services financiers et non financiers pérennes ainsi qu'aux marchés, dans un environnement favorable de gestion de risques;
OS 5: Créer un environnement structurel favorisant la modernisation des filières rurales et leur mise en capacité à écouler leur production à l'échelle régionale.

Bénéficiaires

63 000 microentreprises rurales seront ciblées par le Programme dont 42 000 bénéficiaires directs et 21 000 bénéficiaires indirects. Plus de 50% de ces bénéficiaires seront des microentreprises rurales gérées par des femmes.

Résultats attendus

8% d'augmentation annuelle du chiffre d'affaire consolidé des microentreprises, par filière;
10% d'augmentation de la valeur ajoutée créée;
50 000 emplois créés.

Présentation des interventions

Projet PROSPERER	Appui sollicité
Composante 2 : Services d'appui aux micro-entreprises et formation professionnelle	
Services d'appui adaptés aux micro-entreprises rurales existantes	- Renforcement de l'interface marché des filières et clusters en termes de qualité (conditionnement, emballage, labellisation) et de débouchés. - Amélioration de la qualité des produits (normes, standards), appui technologique et innovation produits, - Appui à la commercialisation: label, design, conditionnement, voyages d'études et prospection commerciale, - Intermédiation commerciale et recherche de circuits de distribution, y compris à l'échelle des pays COI.
Composante 4 : Infrastructures des marché et investissements structurants	
Investissements collectifs de soutien aux filières	- Réalisation des investissements collectifs de soutien aux filières (local de stockage, pavillons de vente, atelier services, salle d'exposition…)
Composante 5 : Suivi-évaluation, capitalisation et communication	
Capitalisation des savoirs et communication	- Promotion des outils et moyens de communication en milieu rural - Capitalisation des expériences du projet et des "success stories"

Intensification de la production et renforcement de la commercialisation

Intitulé du projet: Projet Intégré de Sécurisation Alimentaire et Nutritionnelle dans la région Atsinanana (PISANA)

Contexte:

Le taux de pauvreté rurale est élevé dans la région Atsinanana (88%). Dans la zone d'implantation du projet, les communes de Mahatsara (20,000 habitants) et d'Ambinaninony (12,000 habitants) enregistrent un seuil de pauvreté de 55%, malgré une proximité relative des grands axes (chemin de fer, RN2, RN11).

Ce projet devrait apporter une plus grande disponibilité en terme de revenus et en même temps s'intégrer dans la contribution à la sécurité alimentaire des pays de la COI. En effet, l'existence des débouchés dans l'océan Indien constitue un atout certain pour la réalisation du projet et permettra de stabiliser les marchés des produits alimentaires de base sur Maurice, La Réunion de même que Madagascar, où les prix passent du simple au double en raison de la forte spéculation.

Par ailleurs, la disponibilité des terres arables occupés par des petits producteurs non organisés (1,200 ha) et la présence des plans d'eau pour la pisciculture en cage (zone PangalanaAndranokoditra) constituent un atout majeur.

En effet, en temps pluvieux, les pêcheurs du littoral ne peuvent sortir en haute mer, ce qui limite leurs revenus et leur alimentation. Actuellement, un exercice de couplage (Opérateurs de Production et Opérateurs de Marchés) (OP et OM) a déjà été entamé.

Régions d'intervention: Atsinanana, Communes de Mahatsara et d'Ambinaninony

Objectif général du projet

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population de la Région Atsinanana

Durée du projet: 5 ans

Objectifs spécifiques

- Améliorer la production et la productivité d de la culture du maïs à Atsinanana,
- Améliorer et diversifier les sources de revenus des producteurs locaux,
- Produire et commercialiser des produits en respectant les bonnes pratiques agricoles et culturales,
- Encourager l'utilisation des ressources renouvelables et des méthodes de recyclage et de gestion des déchets,
- Offrir des sources de revenus équitables et pérennes pour la population de la région

Présentation des interventions

Activités du projet	Appui sollicités auprès des bailleurs
- Organisation de la production et diversification des marchés. - Accompagnement des producteurs locaux dans la diversification des sources de revenus. - Accompagnement des petits producteurs à la recherche de fonds, auprès des institutions de micro finance. - Animation et sensibilisation des producteurs locaux sur les nouvelles activités productrices du projet (introduction de la culture du Moringa, ses utilisations nutritionnelles, sanitaires/ phytosanitaires, etc.). - Dynamisation et création de la cohésion des producteurs engagés dans le projet.	- Intensification de la production agricole (Maïs, Cultures maraîchères, Moringa, et Poulets gasy). - Installation d'infrastructures, et mise aux normes pour l'exportation du pois du cap. - Renforcement des capacités en matière de technique de recyclage et de gestion de l'énergie renouvelable et des déchets. - Communication et formation sur les cultures à haute valeur nutritionnelle et alimentaire comme le Moringa (Nom vernaculaire malgache: Ananambo) - Formation des producteurs sur les normes et la qualité des produits d'exportation

Résultats attendus

Résultats attendus du projet	Résultats attendus après appui des bailleurs
- Disposer des infrastructures de mise aux normes des produits cités dans le projet - Les producteurs locaux auront des sources de revenus équitables et pérennes à la fin du projet, soit en moyenne 2 411 000 MGA/an/ exploitant - Assurer un développement inclusif dans la vie social des communautés locales - Assurer une production agricole respectant l'environnement	- Augmentation de la capacité de production de maïs pour le marché de la COI - Production annuelle de maïs : 2,700 tonnes - Développement d'une cohésion sociale et d'un partenariat entre les producteurs du projet : - 200 producteurs actifs engagés dans le projet. - Assurer des marchés stables et pérennes pour le projet. - Contribution des producteurs locaux et de la population de la région Atsinanana à l'autosuffisance alimentaire - Poulets gasy : 14,000 têtes/an, poisson: 20 tonnes/ an

Intensification de la production et renforcement de la commercialisation

Intitulé du projet: Projet Intégré de Sécurisation Alimentaire et Nutritionnelle du Sud-Ouest (PISANSO)

Contexte:

La crise alimentaire qui sévit de manière chronique auprès de la population du Sud de Madagascar a enregistré un pic important, comme indiqué par la FAO en janvier 2015. Aussi, il est essentiel que des actions soient entreprises afin de régler cet épineux problème, qui auront aussi des retombées positives sur la sécurité alimentaire des pays membres de la COI.

À cet effet, le projet PISANSO entend contribuer à la mise sur pied d'un programme de sécurité alimentaire régional. Ce programme devrait dynamiser les activités des producteurs locaux tout en leur assurant des revenus stables et leur permettre de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Le but du projet est donc de développer une production vivrière de proximité qui servira aussi à alimenter le personnel des exploitations minières environnantes.

Dans cette optique, un couplage Opérateurs de production et Opérateurs de marchés a déjà été effectué en prévision du projet de la COI, qui sera entrepris sur des terrains arables disponibles d'une superficie totale de 1,200 hectares.

Régions d'intervention: AtsimoAndrefana, District Toliara II

Durée du projet: 5 ans

Objectif général du projet

Contribuer au développement économique et social de la population de la Région AtsimoAndrefana

Objectifs spécifiques

- Améliorer la production et la productivité du maïs et du pois du cap dans la Région AtsimoAndrefana,
- Améliorer et diversifier les sources des revenus des producteurs locaux,
- Produire et commercialiser des produits en respectant les bonnes pratiques agricoles,
- Initier l'utilisation des ressources renouvelables et des méthodes de recyclage et de gestion des déchets,
- Offrir des sources de revenus pérennes, équitables et stables à la population de la région.

Présentation des interventions

Activités du projet	Appui sollicités auprès des bailleurs
- Organiser et diversifier la production - Accompagner les producteurs locaux dans la diversification de leurs sources de revenus - Accompagner les petits producteurs aux démarches de demande de crédit auprès des institutions de micro finance - Construire un centre de santé de base ou une école pour les communautés locales environnantes - Animer et sensibiliser les producteurs locaux sur les activités novatrices du projet (introduction de la culture du Moringa, ses utilisations nutritionnelles, sanitaires, etc.). - Dynamiser et créer la cohésion parmi les producteurs formant partie du projet	- Intensification de la production agricole (Maïs, Pois du cap, cultures maraîchères, Moringa, chèvre et poulets gasy) - Installation d'infrastructures et mise aux normes pour l'exportation de pois du cap - Renforcement des capacités en matières techniques de recyclage et de gestion de l'énergie renouvelable, ainsi que des normes à respecter à l'exportation - Communication et formation sur les cultures à haute valeur nutritionnelle et alimentaire comme la Moringa (Nom vernaculaire malgache: Ananambo) - Prospection des marchés et promotions des produits par la participation à des salons commerciaux.

Résultats attendus

Résultats attendus	Résultats attendus après appui des bailleurs
- Disposer des facilités pour la mise aux normes des produits formant partie du projet - Les producteurs locaux pourront s'attendre à des revenus équitables et pérennes à la fin du projet, soit en moyenne 2,689,000 MGA/ exploitant - Assurer un développement inclusif de la vie sociale des communautés locales - Assurer une production agricole respectant l'environnement	- Augmentation de la Capacité de production et d'exportation du pois du cap d'après les critères en vigueur (Production annuelle : 1,200 tonnes) - Développement d'une cohésion sociale et d'un partenariat entre producteurs (686 exploitants actifs) et participants au projet - - Assurer des marchés stables et pérennes - Assurer l'autosuffisance alimentaire des producteurs locaux et de la population de la région AtsimoAndrefana - Maïs : 4,200 tonnes/an, chèvres : 3,430 têtes/ an, poulets gasy : 49,000 têtes/an, Feuilles de Moringa (protéines, calcium et vitamines): 400 kg de feuilles/famille

Appui aux filières aquacoles malgaches



© SmartFish

Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale et impact économique

Intitulé du projet: Projet d'appui aux filières aquacoles de rizipisciculture paysanne, de production semi-industrielle de poisson de consommation, de produits halieutiques marins d'export et aux filières d'aliments associées.

Contexte:

Dans un contexte de déséquilibre alimentaire et de carences en protéines d'origine animale, plus particulièrement sur les Hauts Plateaux et dans les zones enclavées, le poisson et les produits halieutiques en général sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans le régime alimentaire de la population malgache. Cependant, Madagascar souffre d'une surexploitation prononcée de ses eaux douces intérieures et de ses eaux marines, notamment les zones côtières, où se concentrent les populations.

De ce fait, le rôle clé joué par le poisson dans la sécurité alimentaire du pays reposera, à l'avenir, sur une augmentation de la production aquacole.

L'avenir de l'aquaculture est encourageant car Madagascar et ses opérateurs ont montré une réelle capacité à développer une crevetticulture industrielle avec un pic de plus de 8.000 t/an au début des années 2000, à initier la production de 1500 tonnes d'algues (poids sec) et à développer des industries conséquentes de transformation des produits issus de l'aquaculture comme de la pêche et destinés à l'export (crevette, crabe, algues, langouste, ainsi que le thon).

Le potentiel de développement de la pisciculture d'eau douce (carpe et tilapia essentiellement) est également important et le pays dispose de bases solides pour cela: une bonne maîtrise de la gestion de l'eau, des rizières existantes et des techniques de production tant pour la rizipisciculture que pour l'élevage en bassin.

Régions d'intervention

- Production de poissons d'eau douce: Hauts Plateaux et les centres urbains côtiers.
- Production industrielle de produits halieutiques marins: Principalement sur la côte ouest et Nord est.

Durée du projet et de l'appui des bailleurs

Phase 1: 5 ans avec une extension de 5 ans additionnels après évaluation positive et réorientation si nécessaire.

Objectif général du projet

- Renforcer la production de l'ensemble de la filière de production du poisson ainsi que de la production d'aliments pour l'élevage, y compris celle des intrants agricoles.
- Renforcer les filières d'exportation en produits aquacoles, majoritairement d'origine marine.

Objectifs spécifiques

OS1 Appui à l'augmentation de la production de poissons et d'intrants pour leur alimentation

- Appui à la rizipisciculture sur les Hauts Plateaux où 100.000 à 200.000 hectares sont jugés favorables et 34 000 très favorables.
- Appui et organisation des pêcheurs pour le réensemencement des plans d'eau intérieurs.
- Appui au secteur privé semi industriel pour l'aquaculture de poissons d'eau douce.
- Appui à l'administration pour « lever » les goulots d'étranglement, simplifier les contraintes administratives et protéger les consommateurs.
- Appui à la formation des techniciens à travers des centres d'excellences intra et hors COI.
- Appui à la production d'aliments de poisson et à leurs intrants agricoles (soja, maïs …)

OS2 Appui au secteur industriel pour la production aquacole, principalement marine, destinée à l'exportation

- Appui technique sur le moyen terme et soutien à la recherche de financement.
- Appui à l'administration pour la simplification et la rapidité des réponses aux obligations administratives des opérateurs (Enquête d'Impact Environnemental (EIE, accès au foncier et diverses autorisations d'exploitation).
- Appui à la formation des techniciens à travers des centres d'excellence intra et hors COI.
- Appui à la production industrielle d'aliments et de leurs intrants.

OS3 Support à la sensibilisation des aspects nutritionnels du poisson au niveau malgache et régional

- Appui à la formation d'ONG et d'associations déjà impliquées dans les thématiques alimentaires.

Appui aux filières aquacoles malgaches

OS4 Support à la participation du secteur privé des autres pays de la COI au développement et à la commercialisation de l'aquaculture malgache.

- Appui au secteur aquacole régional dans une optique de spécialisation et de complémentarité en termes de production d'intrants.

Bénéficiaires

Pour la production du poisson de consommation

- Rizipisciculture : des dizaines de milliers de paysans, des centaines de producteurs d'alevins, une centaine de milliers d'élèves formés dans les collèges ruraux (programme COI SmartFish APDRA).
- Fermes d'aquaculture semi industrielle autour des centres urbains (50 en phase 1).
- Organisation de pêcheurs autour des plans d'eau intérieurs.
- La population d'une manière générale et plus particulièrement celle urbaine, des zones enclavées et des zones rurales productrices.

Pour la production industrielle de produits halieutiques à l'export

- Outre la crevetticulture, il existe déjà la culture d'algues et les opérateurs commencent l'élevage de l'holothurie et du crabe.D'autres types de production peuvent se développer.
- Les pays de la COI, qui répondront à leurs besoins aquacoles par appel aux filières d'importation de produits halieutiques malgaches, substitueront ainsi une partie de leurs commandes hors COI (importations COI de produits halieutiques hors thon en 2009 : 70.000 t/an).
- Pour les opérateurs de la COI, les filières aquacoles sont des opportunités d'avenir qui se substitueront aux produits à forte valeur ajoutée souvent victimes de la surpêche. Ces filières aquacoles sont donc des composantes importantes du développement durable de la ressource régionale.


© SmartFish

Présentation des interventions

Projet Aquaculture	Appui demandé aux bailleurs	Résultats attendus
Composante 1 : Production de poissons de consommation et support aux filières de production d'aliments		
1. Rizipisciculture	Appui aux producteurs d'alevins (soutien aux fermiers), à la formation dans les collèges ruraux, au marketing, à la sélection génétique, au cadre social….	300 producteurs d'alevins supportés 500 collèges ruraux forment les élèves D'ici 5 ans: 10. 000 t/an et dans 30 ans: 40-50.000 t/an
2. Plans d'eau intérieur	Appui au réensemencement et organisation des bénéficiaires	Plus de 10.000 t/an d'ici 10 ans
3. Producteurs semi industriels de poissons	Appui à l'efficacité de l'administration Appui à la formation des techniciens Support à 50 entités privées Support à la filière aliments et intrants Lobbying contre l'importation de tilapia socialement subventionné d'Asie	Fort gain de temps,idem pour les EIE 100 techniciens formés Dans 5 ans 50% dépassent les 50 t/an 2 à 3000 t/an de Soja et de Pellets L'importation de tilapia asiatique subventionné est maitrisée
Composante 2 : Production aquacole marine destinée à l'exportation et support aux filières d'aliments		
4. Production industrielle de produits halieutiques (crevettes, crabes, algues, holothuries, …)	Appui à l'efficacité de l'administration Appui à la formation des techniciens Support à 15 entités privées Support à la filière de production d'aliments	Fort gain de temps, idem EIE 100 techniciens filières formés Dans 5 à 8 ans: 12000 t/an à l'export Dans 5 à 8ans: la production nationale d'aliments atteint 50% des besoins
Composante 3 : Sensibilisation aux aspects nutritionnels		
5. Aspect nutritionnel à Madagascar	Appui à une large diffusion des aspects nutritionnels du poisson auprès des femmes et des écoles	Réduction significative des déficiences alimentaires infantiles sur les Hauts Plateaux en priorité
6. Aspect nutritionnel dans les pays de la COI	Développer et diffuser des modules de sensibilisation à la nutrition avec pour cibles, les femmes et les écoles	50% des écoles sont touchées TV et radios locales diffusent régulièrement des spots nutritionnels
Composante 4 : Participation des autres pays de la COI au développement de l'aquaculture malgache		
7. Participation à la production et à la commercialisation	Développer l'investissement et la commercialisation des produits aquacoles (via une plateforme de rencontre)	Participation significative dans le capital et augmentation de l'export vers la COI des produits aquacoles
8. Participation dans les filières de production d'aliments	Participation dans les outils de production d'aliments Participation dans la production des intrants agricoles destinés à la fabrication des pellets	50 % de l'alimentation pour l'aquaculture est produite à Madagascar ainsi que 75% des intrants agricoles requis (soja et maïs)

Projet de dispositif régional de formation



© FAO/ SmartFish

Formation en ligne au service du developpement agricole et de la sécurité alimentaire pour la COI

La mise en place d'une plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement des pays de la Commission de l'océan Indien (PReRAD - COI), pour laquelle le Cirad joue le rôle d'animateur, renouvelle l'approche de la recherche-développement pour l'activité agricole et agroalimentaire de la région, à la fois en favorisant les complémentarités entre les pays de la COI et en organisant un meilleur continuum entre les activités de recherche, de formation et de développement.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités des acteurs du secteur agricole et agroalimentaire (agriculteurs, conseillers, formateurs, chercheurs) est une priorité, et les besoins de formation sur les cinq pays (Madagascar, Seychelles, Comores, Maurice et France) sont forts pour appuyer tous les projets de développement agricole au bénéfice réciproque de ces cinq pays.

Pour relever ce défi, la mise en place d'un dispositif partenarial de formation en ligne s'appuyant, d'une part sur les compétences locales existantes et/ou celles des partenaires français pour la production et la gestion des formations en agro sciences, et d'autre part sur la plateforme de E-learning d'Agreenium Université en Ligne pour l'hébergement de ces formations, est proposé en appui aux opérateurs du développement.

1 Les besoins de formation exprimés et les potentialités pour un projet partagé ambitieux

Une mission exploratoire organisée par le Cirad en septembre 2014 a permis à la fois d'identifier les publics cibles à former et les thématiques prioritaires.

La formation professionnelle des acteurs de la production agricole, de la transformation agro-alimentaire et de la mise en marché est l'attente la plus forte. Cela concerne le renforcement des capacités :

- des techniciens de terrain, des salariés d'entreprise, des conseillers, des formateurs,
- des ingénieurs et des chercheurs.

ainsi que l'évolution des contenus de formation dans les formations diplômantes (formation initiale des futurs professionnels agricoles et de leur encadrement).

Il y a en effet, au sein des Universités des pays de la COI, des demandes de développement de formations universitaires en partenariat entre plusieurs universités, entre pays de l'océan Indien, mais aussi avec d'autres partenaires, d'Afrique, d'Asie ou d'Europe.

Quant aux thèmes de formation identifiés, ils concernent tous le grand domaine « Sécurité alimentaire et nutritionnelle et qualité sanitaire et environnementale des produits » :

- l'agroécologie
- la santé végétale
- la santé animale
- la sécurité sanitaire des aliments
- la biodiversité, sa conservation et sa valorisation
- la valorisation de la biomasse.

Au-delà des asymétries en termes de surface, de niveau de vie, de richesse, de niveau d'éducation, ces différents thèmes sont communs aux cinq pays de la COI. Ils concernent en particulier Madagascar, le pays le plus vaste en superficie, le plus pauvre, le plus peuplé et le plus agricole.

Pour répondre à ces différents besoins, l'enseignement numérique apparaît comme une opportunité, à plusieurs échelles :

- à l'échelle de chaque pays, en ayant des cours en ligne pouvant être utilisés en autoformation dans le cadre de formations hybrides, pour une part présentielles ;
- à l'échelle des cinq pays de la COI, d'une part pour la possibilité de mutualisation de la production de contenus d'enseignement et de création de partenariats pour des formations partagées entre les pays, d'autre part pour faciliter l'accès à cette offre de formation partagée pour les apprenants, dont les déplacements restent coûteux.
- enfin à l'échelle de tous les pays de la zone intertropicale d'Afrique, d'Asie et d'Océanie concernés par les problématiques environnementales, agricoles et agroalimentaires similaires, permettant ainsi de valoriser les productions numériques des pays de la COI à l'international.

Ainsi, il existe clairement un potentiel intéressant, à la fois pour la production d'une offre de formation spécifique dans le domaine des agrosciences, du fait des conditions écologiques, agricoles et culturelles particulières, qui serait complémentaire d'une offre de formation produite ailleurs, et en particulier en France métropolitaine (par exemple, des études de cas en agroécologie, en pathologie animale, en transformation de produits tropicaux,…), et pour les usages des cours en ligne produits, pouvant concerner un public d'apprenants de différents niveaux et à différentes échelles (région de l'océan Indien, SADC etc.).

2 Le cadre de partenariat proposé

La mise en place de la plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement des pays de la COI, PReRAD, est le cadre opportun pour lancer un tel dispositif de formation partagé, du fait de son accroche institutionnelle solide et des possibilités d'appui financier pour l'investissement au démarrage d'un tel dispositif. D'ores et déjà, au sein de la Commission de l'océan Indien, les thèmes de la sécurité

alimentaire et de la préservation des ressources naturelles en lien avec le changement climatique sont identifiés comme prioritaires, et concernent donc directement le champ des agrosciences.

Ainsi, un dispositif de formation en ligne partagé entre les pays doit pouvoir :

- accompagner des grands programmes de recherche-développement déjà engagés (ex : QualiReg, One Health/AnimalRisk, Invasions biologiques/santé végétale), mais aussi des projets (portés par le FIDA et la BAD) existants à Madagascar tels que : AD2M, AROPA, FORMAPROD, PROSPERER, PRIASO etc.
- concerner l'ensemble des publics à former, et en priorité le monde professionnel,
- proposer une démarche innovante de communication des nouveaux savoirs, d'accès à la formation par des voies facilitées et favorisant l'acquisition de compétences, et de construction d'une culture partagée de l'ensemble du monde professionnel, existant et à venir, sur un modèle de gestion des ressources, d'agriculture et d'alimentation durable.

L'atout majeur pour envisager ce dispositif régional est la possibilité (i) d'un partenariat rapproché entre les universités de la Réunion, de Maurice, de Madagascar avec le Cirad, et (ii) d'un croisement entre les réseaux académiques et les réseaux professionnels tissés, entre autres par le Cirad, ses partenaires locaux, les grands projets régionaux... .

Ce partenariat peut servir à la fois la production des cours en ligne dans différentes langues (dont le français et l'anglais), le marketing de l'offre grâce à l'association des différents réseaux des partenaires et le portage par Agreenium/FUN (France Université Numérique) et enfin la quantité et la qualité des usages des formations proposées dans les 5 pays de l'océan Indien, compte tenu de l'intérêt des thèmes à développer.

Par ailleurs, un des éléments essentiels pour la réussite du projet est de pouvoir s'appuyer sur les forces présentes sur l'Ile de la Réunion :

- des compétences scientifiques présentes avec le Cirad et ses différents partenaires de la grande région de l'océan Indien (Afrique, Asie et Océanie), à la fois académiques et professionnels ;
- des compétences techniques et pédagogiques au sein de l'Université de La Réunion et du système d'enseignement technique agricole de La Réunion. A l'université de La Réunion, les infrastructures et les équipements pour la production vidéo et numérique sont extrêmement performants et l'Université a mis en place un dispositif efficace d'accompagnement des enseignants-chercheurs pour la conception de cours en ligne. Ces compétences sont au service de projets de partenaires pour s'engager dans le e-learning. Il existe en outre une dynamique de cluster dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, avec des formations dans le domaine du multimédia, qui ont favorisé la création d'entreprises innovantes spécialisées dans l'e-pédagogie (production de serious games). Et, dans l'enseignement technique agricole, des compétences d'ingénierie de formation et d'appui aux partenariats régionaux sont disponibles au sein de la Direction régionale de l'agriculture de La Réunion.
- des compétences de diffusion, grâce aux réseaux existants entre l'Université de La Réunion, les autres universités de la COI, le Cirad et les partenaires scientifiques et professionnels des autres pays de l'océan Indien, et à la mobilisation d'Agreenium pour l'appui méthodologique dans la production et la gestion des cours en ligne et pour l'hébergement des cours.

3 Le plan d'action envisagé

• S'appuyer sur ce qui existe

Ce projet de dispositif régional de formation en ligne vise avant tout à appuyer les opérateurs du développement agricole pour la sécurité alimentaire des pays de la COI. Il permet de renforcer les projets accompagnant le développement des filières agricoles et d'appliquer, dans chaque pays, les enseignements qui découlent de ces projets ainsi que les résultats marquants.

Il est utile de préciser que la mise en place d'un dispositif de formation en ligne partagé peut d'ores et déjà s'appuyer sur des cours déjà réalisés ou en projet. Sans avoir encore réalisé complètement l'inventaire des projets au sein des 5 pays, l'exemple de la Réunion montre que les projets sont déjà nombreux :

- un module de formation « Invasions biologiques » existe (il a été financé par l'UVED[1]) et il va être transformé en format MOOC[2] rapidement avec un soutien direct d'Agreenium, afin de mettre en visibilité mondiale les travaux de recherche menés dans l'océan Indien ;
- Deux autres modules « Biocontrôle » et « Etude de cas de protection intégrée » devraient être créés rapidement en mobilisant plus fortement les partenariats locaux de la Réunion (Cirad, Université, RITA, professionnels agricoles) ;
- les deux CUQP[3] (Microbiologie en agroalimentaire, Protection intégrée des cultures) pourraient faire l'objet d'une transformation de tout ou partie du parcours de formation en e-learning, dans le cadre d'un partenariat entre les pays de l'océan Indien ;
- un ou deux autres projets de formation interuniversitaire, en particulier dans un domaine des grands thèmes de recherche-développement non couverts par les thèmes précédents (santé animale, valorisation de la biomasse…), pourraient être initiés à l'échelle des cinq pays de la Commission de l'océan Indien.

Par ailleurs, des formations en ligne existent également à l'Ile Maurice (au sein du Center for innovative and long life learning de l'Université) et à Madagascar (avec la création en cours de l'Université numérique nationale – Unum), et si aucune n'est encore directement dans le champ des agrosciences, plusieurs projets se dessinent dans ces pays. À titre d'exemple, le projet PARMI (« Promoting Agroecological transition demands innovation in education »), soutenu par Agropolis Fondation en France, qui vise à produire des ressources numériques pour les formations en agroécologie, associe l'Université de Tananarive à Madagascar.

En outre, certains cours en ligne en production actuellement au sein des membres d'Agreenium en France métropolitaine pourront également être disponibles pour des publics apprenants de l'océan Indien, avec la perspective de développement d'études de cas spécifiques sur la sécurité alimentaire, enrichissant ainsi les produits d'Agreenium.

Ces différents projets, qui concernent plutôt des publics de formation initiale de l'enseignement supérieur et des publics de formation professionnelle (techniciens, ingénieurs, formateurs), peuvent

1. UVED = Université virtuelle Environnement-Développement durable
2. MOOC = Massive Open On line Course
3. CUQP = Certificat Universitaire de Qualification professionnelle

être accompagnés par Agreenium Université en Ligne de façon adaptée dans leur conception : un accompagnement global (stratégique, technique, pédagogique, financier) pour la production de MOOCS, un accompagnement méthodologique et stratégique (benchmark, analyse des publics, positionnement du produit à construire par rapport à l'existant, veille sur les ressources pédagogiques, partenariats avec les membres d'Agreenium…) pour les parcours de formation et pour les projets interuniversitaires. Et la plateforme d'E-Learning d'Agreenium Université en Ligne pourra ensuite accueillir tous les cours produits, avec des modalités de gestion adaptées aux besoins des apprenants, des formateurs et des établissements.

• Répondre aux besoins des différents publics

Ces différentes actions ne concernent actuellement que les formations post-bac, alors que la réponse aux besoins de formation professionnelle infra-bac, en particulier des agriculteurs, qui est la demande de formation la plus forte dans les différents pays, doit pouvoir être satisfaite. Cela dit, pour la formation des agriculteurs, une étude particulière sera nécessaire pour analyser les besoins pouvant être satisfaits de façon indifférenciée avec l'aide du E-learning, et ceux nécessitant une approche par pays, compte tenu des écarts de situations et de besoins évidents entre les pays (Madagascar étant dans une situation très particulière dans le projet de développement agricole et agroalimentaire de l'océan Indien).

Aussi, la proposition d'Agreenium Université en Ligne est de s'associer, d'une part les compétences des services d'ingénierie de formation des différents pays pour l'instruction des besoins de formation et leur traduction en offre de formation et d'autre part les compétences du système de l'enseignement technique agricole français, qui a créé en son sein un réseau d'une centaine d'établissements (dont tous ceux des départements d'Outre-Mer français : Réunion, Antilles, Guyane) qui organise la co-production, la mutualisation et la diffusion de cours en ligne et de dispositifs de formation mixtes (« blended ») pour la formation professionnelle ainsi que l'accompagnement et la professionnalisation des responsables de formation, formateurs et équipes pédagogiques engagées (« Préférence FORMATIONS»). Ainsi, en s'appuyant à la fois sur les compétences de formateurs de l'enseignement technique agricole de la Réunion, qui sont pour certains déjà engagés dans un programme de formation professionnelle à Madagascar (FORMAPROD, dans la continuité du programme PROSPERER), et sur les partenaires de formation professionnelle des autres pays de l'océan Indien, il sera possible de concevoir et de diffuser des cours en ligne permettant de répondre à certains des besoins de formation professionnelle.

Pour la formation professionnelle agricole, le réseau « Préférence FORMATIONS» assurera le même rôle d'appui auprès des différents partenaires des formations techniques qu'Agreenium pour les publics de formation supérieure.

• Les différentes étapes de la mise en place du dispositif de formation en ligne partagé

L'objectif étant la mise en place d'un dispositif régional de formation partagé pérenne et évolutif, le projet sera organisé en phases :

Année 1 : identification des besoins par pays (enquêtes auprès des utilisateurs potentiels de l'ensemble des pays de la région en tenant compte des contextes et du niveau de développement de chacun et de la diversité des publics) et mise en place d'un plan d'accompagnement pour le renforcement des capacités dans le domaine de la pédagogie numérique en complémentarité avec les projets de développement visant la sécurité alimentaire (analyse des leviers et blocages au développement des formations numériques et mise en place de dispositifs pilotes, formation de formateurs).

Année 2 : le lancement d'opérations pilotes et de poursuite de l'inventaire des besoins

À partir des projets en cours ou en prévision, il est important de tester rapidement les usages des cours en ligne produits. Ainsi, l'objectif de cette phase sera de concevoir un produit de formation par type de public (formation d'agriculteurs, formation de techniciens et de formateurs, formation de chercheurs) et de les utiliser en formation dans les différents pays de l'océan Indien afin d'évaluer leurs résultats.

Dans le même temps, l'inventaire des besoins de formation sera poursuivi au sein des différents pays et la pertinence des modes de réponse à ces besoins sera analysée (caractérisation des objectifs de formation et possibilités offertes par l'enseignement numérique mais aussi les limites, adaptation ou non des contenus de formation aux situations locales, modalités de formation selon les contraintes locales comme l'accès à Internet,…). Cela permettra de hiérarchiser les actions à mener dans les années suivantes et de s'assurer de la qualité et de la quantité d'usages des cours en ligne produits.

Années 3 à 5 : la mise en place de parcours de formation permettant le renforcement des capacités des publics prioritaires

Dès lors que les opérations pilotes auront permis de tester les conditions favorables à la quantité et la qualité des usages de cours en ligne, il sera alors possible de construire de véritables parcours de formation permettant la construction de nouvelles capacités chez les acteurs professionnels. Ces parcours seront construits en partenariat entre les professionnels de la formation des pays de l'océan Indien (Universités, formation professionnelle) et les partenaires français Agreenium/Préférence FORMATIONS, en visant une offre de formation structurante dans deux ou trois domaines (agroécologie, valorisation de la biomasse, sécurité alimentaire) et pour deux ou trois types de publics (agriculteurs, techniciens-conseil, chercheurs).

Année 5 et au-delà : la valorisation du dispositif de formation

Au-delà de la mise en place d'un dispositif de formation en ligne partagé par les pays de l'océan Indien, il est important d'imaginer que ce dispositif pourra être valorisé bien au-delà de la zone indianocéanique, et en particulier si les cours sont publiés en plusieurs langues. L'ouverture vers l'exportation nécessite de faire connaitre les produits des pays de la COI. Ainsi, dès le début du projet, il est important d'avoir cette ambition de valorisation de l'investissement pour favoriser le rayonnement des productions numériques des pays de l'océan Indien vers les pays de l'Afrique de l'Est par exemple. Cela peut ainsi concerner :

- La valorisation des modes de production agroécologique et des produits agroalimentaires des pays de l'océan Indien grâce à l'utilisation de cours en ligne dans d'autres régions tropicales et intertropicales ;
- la valorisation des recherches emblématiques et de haut niveau menées dans l'océan Indien, avec la production de ressources adaptées et diffusées mettant en relief les démarches « qualité » et la spécificité des produits (par exemple des mini-vidéos associées à des ressources bibliographiques) ;
- Enfin, le bénéfice réciproque pour tous les pays de la COI peut aussi concerner la valorisation des équipes d'enseignants et de chercheurs des pays de l'océan Indien par la mise en place de partenariats internationaux sud-sud et nord-sud permettant de réunir les meilleurs spécialistes pour la production de cours en commun sur un sujet donné.

Projet de plateforme régionale en recherche agronomique



© SmartFish

Intitulé du projet : La plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement (de l'agriculture dans l'océan indien) en appui au projet sécurité alimentaire régional de la COI PROSAROI

Contexte:

Un accord-cadre entre la France au titre de La Réunion (Préfecture – Région – CIRAD) et la Commission de l'océan Indien (COI) a été signé le 5 juin 2014. Il définit les orientations et le cadre général des relations entre ces entités autour de la création d'une Plateforme Régionale en Recherche Agronomique pour le Développement. Cette plateforme vise à créer et à partager de l'innovation scientifique, technique et sociale au profit des pays de la région océan Indien et s'inscrit dans la nouvelle dynamique de l'Europe 2020 qui vise à favoriser l'insertion régionale de La Réunion au sein de la zone indianocéanique, dans une démarche partenariale co-construite avec les pays de la zone et sur la base de dispositifs en partenariat rassemblés dans cette plateforme régionale qui constitue une nouvelle forme d'organisation de la RDFI (Recherche, Développement, Formation et Innovation).

La PReRAD a pour objectif d'appuyer le développement et la structuration de filières de production agricole et agroalimentaires au travers de projets communs en renforçant les démarches de qualité. Il s'agit donc de développer les partenariats pour favoriser le développement économique et former, en tant que de besoin, les acteurs de ce développement (techniciens, managers… privés et publiques) à partir des compétences présentes dans les dispositifs en partenariat (DP) au sein de cette plateforme PReRAD. Les développements méthodologiques et techniques de cette plateforme ont ainsi vocation à être transférés dans le secteur public et privé en fonction du caractère de l'innovation et des projets présentés à la conférence sur la sécurité alimentaire des 19 et 20 février 2015.

Ce projet, objet de cette note, décrit les modalités d'intervention de la PReRAD en appui aux projets sécurité alimentaire de la COI principalement à Madagascar mais aussi au niveau régional.

La PReRAD, centrée sur des thématiques prioritaires pour la sécurité alimentaire, disposant de compétences multiples en recherche et enseignement supérieur et professionnel, mobilisant plusieurs institutions, comme AGREENIUM (consortium français rassemblant CIRAD, INRA, les Grandes Ecoles Supérieures d'Agronomie et les Ecoles vétérinaires françaises) pour la mise en place d'un dispositif de formation par E-learning à vocation régionale et la formation professionnelle en Agrosciences contribuant à l'innovation, sera un lieu essentiel de structuration et de gouvernance partagée du partenariat. Un dialogue approfondi entre partenaires dans un cadre « ad hoc » porté par les partenaires des pays de la COI permettra de construire cette plateforme de partenariat entre la France, l'Europe et les pays de l'océan Indien sur les principaux axes de la sécurité alimentaire :

- **En Santé animale et santé humaine dans la zone Océan Indien (One Health-OI)**, axe piloté à partir de La Réunion par le dispositif One Health a pour objectif général l'amélioration des productions animales mais aussi de mieux comprendre quelles sont les conditions d'émergence des maladies notamment celles communes à l'homme et l'animal dans la zone Océan Indien afin d'améliorer les moyens opérationnels de lutte sanitaire. Le dispositif One Health propose de mettre l'accent sur 2 actions principales en appui aux projets proposés à cette conférence :

Action 1. Stratégie de contrôle de Salmonella Typhimurium chez les poulets de chair à l'aide d'un vaccin vivant

Malgré le strict respect des règles habituelles de biosécurité, certains élevages avicoles de bon niveau continuent à être infectés par Salmonella Typhimurium. L'objectif de ce travail est de démontrer éventuellement l'efficacité comparée du vaccin vivant afin de proposer des carcasses de poulets de chair exempts de Salmonella Typhimurium aux consommateurs et d'éviter les pertes économiques liées au reclassement des produits « contaminés ».

Action 2. Etat des lieux des antibiorésistances dans les filières animales

Le phénomène de résistance aux antibiotiques est un phénomène naturel qui existe dans de nombreuses bactéries mais ce processus semble cependant s'être accéléré. L'utilisation d'antibiotiques en préventif chez l'animal est régulièrement citée comme une cause majeure, mais la polémique reste entière. Depuis 2006, l'utilisation des antibiotiques, hormis pour des raisons thérapeutiques est ainsi interdite en Europe, mais il importe de savoir quel en est le résultat sur les filières animales et quel est le risque dans la région Océan Indien. L'objectif est de faire un état des lieux des niveaux de résistance aux antibiotiques des bactéries présentes dans les filières animales dans la région.

- **En santé végétale**, cet axe piloté à partir de la Réunion par le dispositif BSV (Bioagresseurs et santé végétale) a pour objectif général le développement d'une agriculture durable, adaptée aux changements globaux et anticiper les invasions biologiques et l'émergence de nouveaux bio-agresseurs. Avec plus de 600 maladies et ravageurs agricoles (pour beaucoup d'introduction

Projet de plateforme régionale en recherche agronomique

récente), la sécurité alimentaire des pays de la COI et la compétitivité de son agriculture sont régulièrement menacées. Pour répondre à ces objectifs, des méthodes de gestion agro-écologiques et la conception de « biotechnologies vertes » seront privilégiées. Le maintien, la caractérisation et l'exploitation des ressources génétiques est un maillon essentiel de la PReRAD. Elle s'appuie sur un réseau régional de protection des végétaux : ePRPV qui travaille en lien avec le projet « Biodiversité » et le programme de sécurité alimentaire de la COI.

- **En matière de co-conception de systèmes agro-alimentaires de qualité (COSAQ)**, cet axe piloté à partir de La Réunion est construit sur la base des concepts de production intégrée et d'intensification écologique. La PReRAD vise principalement trois objectifs sur cet axe : (i) acquérir les connaissances nécessaires et développer des outils permettant de générer et d'évaluer des systèmes techniques innovants visant des objectifs de qualité (qualité intrinsèque / qualité des modes de production) des produits primaires et secondaires ; (ii) analyser et comprendre les interactions entre les acteurs impliqués dans l'élaboration de ces qualités ; (iii) Co-concevoir des systèmes techniques et des modes de valorisation innovants. Ce processus de conception de systèmes techniques prévoit quatre grandes étapes successives. La première étape consiste à déterminer le cadre des contraintes du système étudié et d'en fixer les objectifs d'amélioration. La seconde génère le système. La troisième l'évalue. La quatrième le teste et le diffuse La PReRAD s'appuie sur le réseau scientifique régional QualiREG (www.qualireg.org) qui regroupe plus de 60 institutions membres et anime des projets régionaux de RDI en matière d'amélioration de la qualité des produits tropicaux et qui est en lien avec le programme de sécurité alimentaire de la COI mais également sur le réseau régional GERMINATION qui a pour objectif la conservation et la valorisation des ressources génétiques végétales agricoles dans le sud-ouest de l'océan Indien.

- **Sur les services et impacts des activités agricoles en milieu tropical (SIAAM)**, les activités pilotées à partir de La Réunion ont pour enjeu de permettre, à la fois, l'augmentation de la production agricole des îles (nécessaire du fait de l'évolution démographique), tout en améliorant son efficience (en raison de la pression foncière et de la relative fragilité de leurs ressources biologiques) ainsi que les services environnementaux qu'elle rend. Ceci requiert de s'intéresser conjointement aux dynamiques écologiques, techniques et sociales de ces systèmes complexes pour i) prédire et anticiper leurs effets ; ii) identifier les moyens permettant de les influencer ; iii) concevoir de nouveaux modes de gestion ou systèmes de production ; iv) accompagner les acteurs agricoles dans leurs efforts d'adaptation aux changements environnementaux et socio-économiques et d'innovation.

La PReRAD travaillera aussi en lien avec le projet « Energies Renouvelables » de la COI. Elle s'appuie sur un réseau régional sur l'adaptation des systèmes d'élevage de ruminants aux changements environnementaux : ARChE_Net qui travaille en lien avec le programme de sécurité alimentaire de la COI.

Deux autres dispositifs en partenariat constituent aussi PReRAD :

- **Le DP Forêts et Biodiversité**, basé à Madagascar, qui a pour objectif général de proposer à travers une recherche impliquée des approches innovantes et adaptées combinant conservation de la biodiversité forestière malgache et valorisation des ressources naturelles afin de réduire la vulnérabilité des socio-écosystèmes face aux changements globaux. Il vise à produire des connaissances, élaborer des outils et proposer des modalités d'actions afin d'assurer (1) la gestion et la conservation de la biodiversité forestière au service des populations locales, (2) la gestion durable des ressources naturelles renouvelables pour le développement rural, et (3) l'intégration multi scalaire de la politique forestière dans les dispositifs de gouvernance. Les partenaires fondateurs sont l'Université d'Antananarivo, le FOFIFA et le Cirad. Ce DP travaille en lien avec le projet Biodiversité de la COI.

- **Le DP Systèmes de Production d'Altitude et Durabilité (SPAD)**, basé à Madagascar, qui s'intéresse à l'augmentation de la production agricole dans les exploitations familiales des Hautes Terres malgaches, tout en préservant les ressources naturelles. La croissance démographique et la faible productivité agricole mettent en péril la sécurité alimentaire du pays. La diminution de la fertilité des sols, l'attaque des ravageurs et les contraintes socio-économiques limitent la production. L'objectif du dispositif est de contribuer par la recherche à l'optimisation des interactions entre les activités de l'exploitation agricole et à la durabilité des systèmes de production. Les partenaires sont l'université d'Antananarivo, le FOFIFA, le FIFAMANOR, l'IRD et le Cirad. La PReRAD s'appuie sur un projet régional sur le recyclage des biomasses végétales et animales dans les systèmes de production mixte : Biova qui est en lien avec le programme de sécurité alimentaire de l'Union Africaine et de la COI.

Zone et pays d'intervention: Indianocéanie, pays de la COI et prioritairement Madagascar

Durée du projet: 6 ans, 2015-2020

Durée d'intervention de l'appui des bailleurs : 6 ans en 2 phases de 3 ans

Objectif général du projet: Contribuer à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de Madagascar et des pays de la COI et intensifier les échanges commerciaux agricoles et agroalimentaires entre les pays de la COI.

Objectifs spécifiques:

OS1 : **Sécurité alimentaire et nutritionnelle de Madagascar** : l'objectif est de déterminer les voies pour renforcer et améliorer les pratiques agricoles en intégrant d'autres activités dans les systèmes d'exploitation, à savoir la pisciculture, l'apiculture, l'élevage, la diversification des cultures…. Il est aussi question de l'amélioration nutritionnelle de l'alimentation de la population malgache qui souffre de malnutrition laquelle constitue une menace sérieuse pour le capital humain et le futur du pays.

OS2 : **Intensification de la production :** L'objet concerne essentiellement les produits d'exportation. Il prévoit, dans ce cadre, de déterminer les filières prioritaires et les types d'itinéraires techniques adaptés à chaque filière (démarche agroécologique) et analyser le rôle déterminant de la recherche/développement et de la formation.

OS3 : **Commercialisation et infrastructures :** L'objet vise principalement deux domaines: i) la démarche qualité (traçabilité, systèmes de production de qualité, maîtrise des bioagresseurs, semences de qualité, formation des acteurs) et les mesures à prendre pour réussir les exportations, et ii) l'état des infrastructures en adéquation à la capacité de production et de commercialisation.

0S4 : **Formation, gestion des connaissances et communication :** Cette dernière thématique est souvent prise de manière transversale, diffuse au sein des activités des projets. Or, son importance est capitale pour renforcer la mise en œuvre et capitaliser les expériences afin de ne pas recommencer

Projet de plateforme régionale en recherche agronomique

des erreurs qui sont à l'origine de nombreux échecs. La formation, la gestion des connaissances et la communication devraient être obligatoires dans tous les projets retenus. Il reste à déterminer leurs caractéristiques et leur mode d'intégration dans les différentes démarches appliquées dans chaque projet. Des institutions internationales et régionales ont déjà souligné leur intérêt pour appuyer cette thématique. Il s'agit de déterminer leur rôle en partenariat avec les centres de formation et de recherche nationaux et ceux des autres pays de la région.

Bénéficiaires: Pays de la COI, partenaires publics et privés, ONG, groupements de producteurs et agriculteurs

Résultats attendus:

- Amélioration de la sécurité alimentaire des populations, des pays de la COI et de la grande région;
- Augmentation de la production agricole et agroalimentaire et amélioration de la qualité ;
- Développement et sécurisation des échanges commerciaux ;
- Augmentation du revenu et des conditions de vie ;
- Renforcement des compétences des acteurs.



C’est grâce à l’appui de ses partenaires au développement que la Commission de l’océan Indien conduit, depuis plus de 30 ans, des actions au service des populations, de ses Etats membres et en faveur du développement durable de l’Indianocéanie.

cirad
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

REPOBLIKAN’I MADAGASIKARA

Financé par
Union européenne

Blue Tower, 3ème étage, rue de l'Institut
Ebène, République de Maurice
Tél: (+230) 402 6100 l Fax: (+230) 466 0160
secretariat@coi-ioc.org l www.coi-ioc.org